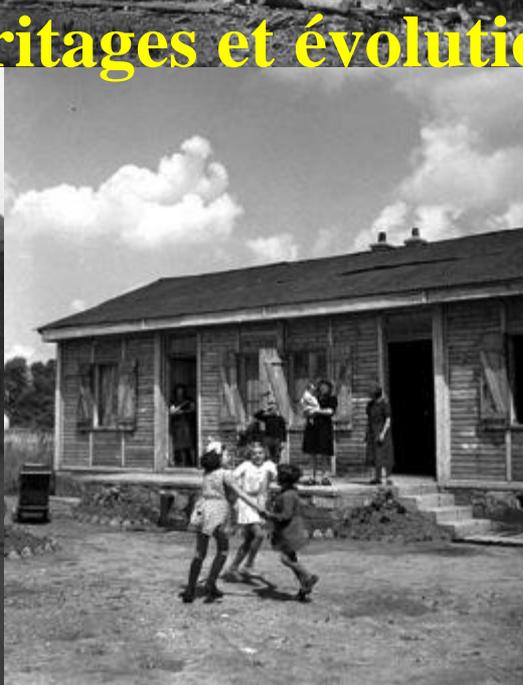




**Thème IV L'échelle de l'État-nation
Gouverner la France depuis 1946 : État, gouvernement et
administration. Héritages et évolutions.**



Thème IV: les échelles de gouvernement dans le monde De 1945 à nos jours.

L'échelle de l'État-nation

**Gouverner la France depuis 1946 : État, gouvernement
et administration. Héritages et évolutions.**

Gouverner la France depuis 1946 : État, gouvernement et administration. Héritages et évolutions.

Introduction: Faire appel ici aux préacquis des élèves en redéfinissant les termes importants.

Pour cela s'appuyer sur la page 298, rappel des notions.

ETAT

GOVERNEMENT

NATION

ADMINISTRATION

- **L'État représente l'ensemble** des **institutions** par lesquelles il exerce une autorité et plusieurs pouvoirs effectifs.
- Le **gouvernement** qui exerce le pouvoir exécutif au sein d'une entité politique est formée par des acteurs politiques, **pouvoir exécutif**.
- On appelle **administration** l'ensemble des services chargés d'assurer le fonctionnement d'un Etat, d'une collectivité territoriale ou d'un service public. L'administration consiste à entretenir sur le territoire un ensemble de services destinés à la population.

Problématiques possibles

Comment la France a-t-elle été gouvernée depuis 1946 ?

Quelles permanences et quelles mutations dans l'État, son gouvernement, son administration, peut-on percevoir?

Autres problématiques

Comment a évolué la pratique de l'Etat (ce que Michel Foucault appelle **la « gouvernamentalité »**) en France depuis 1946 dans un contexte d'intégration européenne et mondiale ? **Pour les L**

En quoi l'Etat occupe t-il une place particulière dans notre pays? Quelles évolutions a-t-il connues? Quelles en sont les conséquences?

l'Etat conserve-t-il sa légitimité aux yeux de la Nation ?
Apporte-t-il encore des perspectives de progrès ou est-il dépassé?

Comment est-on passé d'un Etat centralisé et légitime à un effacement progressif de la tradition centralisatrice, voire à une remise en cause de la légitimité de l'Etat ?

Sujets sur cette leçon:

Composition: Gouverner la France depuis 1946: Etat, gouvernement et administration. Héritages et évolutions. Liban 2014

Etude critique de document(s) tombée en juin 2013 en Métropole.

QUELQUES REPÈRES

Indispensables IV ème et V ème Républiques

1940 1950 1960 1970 1980 1990 2000 2010

IV^e République

V^e République

LES INSTITUTIONS

■ **Oct. 1946**
Constitution de la IV^e République

■ **1958** Constitution de la V^e République

■ **1962**
Élection du président de la République au suffrage universel

■ **2000**
Instauration du quinquennat

LES PRÉSIDENTS

1947-1954
Vincent Auriol

1954-1958
René Coty

1958-1969
Charles de Gaulle

1969-1974
Georges Pompidou

1974-1981
Valéry Giscard d'Estaing

1981-1995
François Mitterrand

1995-2007
Jacques Chirac

2007-2012
Nicolas Sarkozy

2012...
François Hollande

LE RÔLE DE L'ÉTAT

■ **1945**
Fondation de l'ENA
Création de la Sécurité sociale

■ **1959**
Ministère de la Culture

■ **1963**
Création de la DATAR
(aménagement du territoire)

■ **1981**
Nombreuses nationalisations

■ **1982**
1^{re} loi de décentralisation

■ **2002**
Entrée en vigueur de l'Euro

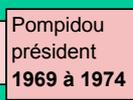
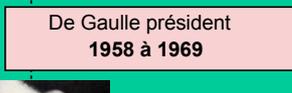
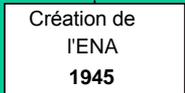
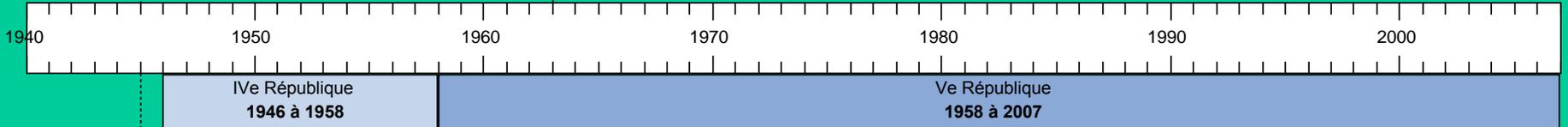
■ **2003**
Réforme constitutionnelle sur la décentralisation

1946
Commissariat général au Plan

1986
Nombreuses privatisations

QUELQUES REPÈRES

Indispensables IV ème et V ème Républiques





26 août 2014



Manuel Valls, Premier ministre

Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères et du Développement international

Ségolène Royal, ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie

Najat Vallaut-Belkacem, ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la Justice

Michel Sapin, ministre des Finances et des Comptes publics

Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense

Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes

François Rebsamen, ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social

Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur

Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, [porte parole du gouvernement](#)

Emmanuel Macron, ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique

Sylvia Pinel, ministre du Logement et de l'Egalité des territoires et de la Ruralité

Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique

Fleur Pellerin, ministre de la Culture et de la Communication

Patrick Kemmer, ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports

George-Pau Langevin, ministre des Outre-mer

I Le poids des héritages...jusqu'en 1946.

1) Rappels: Origines et renaissance de l'Etat-nation démocratique

Etat Nation: **Un Etat est une organisation politique.**

Une nation: des individus qui appartiennent tous à un même groupe, donc qui partagent une identité commune (programme de 1^{ère}) avec des valeurs qui les rassemblent.

Vivre ensemble sur un territoire défendu par une armée nationale issue de la conscription.

Programme de 1ère

Le nationalisme a été renforcé par le système politique démocratique et républicain, la création d'une école gratuite laïque et obligatoire par Jules Ferry à la fin du XIXème siècle, l'instauration du service militaire, et entretenu par la création de divers symboles républicains, régulièrement mis en avant, comme le drapeau national, la Marianne et la Marseillaise.

- Rapidement rappeler les origines de la construction de l'Etat en insistant sur le rôle de la Révolution française.(préacquis)
- Au XIXème siècle et au début du XXème siècle: mise en place du suffrage universel, de la politique scolaire....(préacquis)

Rappels très rapides

Le début de la construction d'un Etat monarchique (capétiens) se met en place au XIIIème siècle avec Philippe-Auguste et au XIVème siècle mais avec peu de moyens et celle-ci se heurte à de fortes réticences et résistances.



Philippe IV le Bel et la cour des comptes au XIV ème siècle

- Le développement **de l'appareil d'état** (administration fiscale, police, armée....) se met en place à partir de **Louis XIII et Louis XIV**.

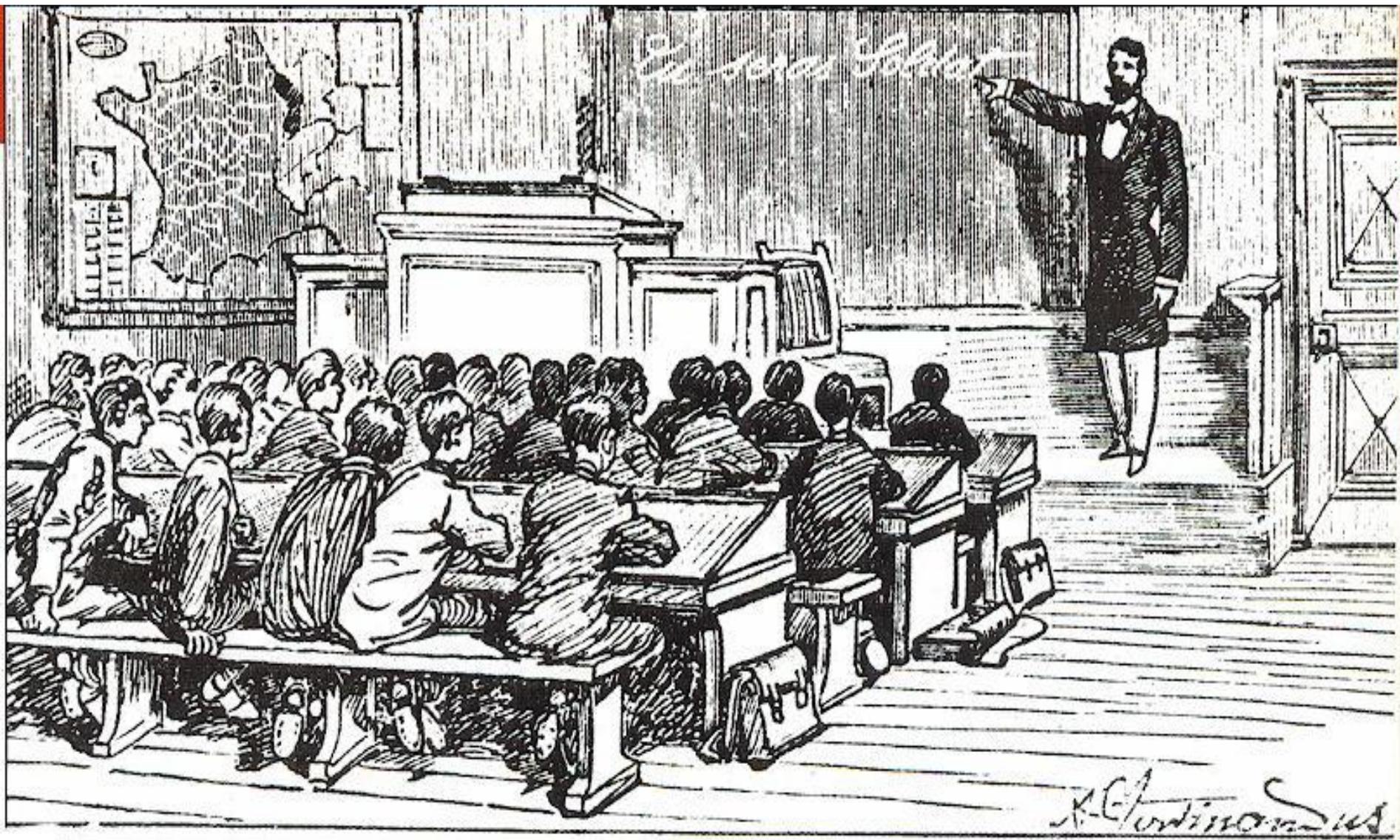
- La crise de l'Etat monarchique conduit à la Révolution Française et à la République.

Rappel les 83 départements en 1791



Rappel: Jules Ferry les lois scolaires...





Le patriotisme à l'école : « Tu seras soldat. ».

Illustration d'un manuel scolaire français d'avant 1914.

Rappel : le suffrage universel

1793 sans application

1848



2) La IVe République : l'Etat qui reconstruit, une nécessité après le régime de Vichy.

- **La résistance incarne la survie des valeurs républicaines rétablies à la Libération.**
- L'Etat a construit progressivement la **Nation** sous la IIIème République, il la reconstruit sous la IVème en opposition aux valeurs de Vichy et de celles des états totalitaires.

Texte intéressant

Appel adressé à la population par le Commissaire de la République, Marcel Grégoire-Guiselin.

Appel du Commissaire de la République à la population

Au nom du Peuple français, Au nom du Général de Gaulle, chef du Gouvernement provisoire de la République française,

En vertu des pouvoirs qui m'ont été conférés en ma qualité de Commissaire de la République pour la région de Champagne,

Je déclare déchu de toute autorité et de tout pouvoir le maréchal Philippe Pétain et aboli le gouvernement qu'il a constitué,

Je proclame l'avènement de la République et le rétablissement de notre devise nationale « Liberté – Egalité – Fraternité »,

Je constate que le **gouvernement provisoire** présidé par le **Général de Gaulle** est **voulu et acclamé par l'immense majorité du pays,**

Je proclame qu'il **doit être reconnu désormais comme la seule autorité** en France et dans tout l'Empire français.

Vive le Général de Gaulle ! Vive la République ! Vive la France !

Le Commissaire de la République : GREGOIRE – GUISELIN. »

Appel paru dans *l'Union Champenoise*, numéro 1, mercredi **30 août 1944**.

Extension du droit de vote (femmes 21 avril 1944 et aux militaires 17 août 1945)

Le vote des femmes 29 avril 1945 élections municipales



Consigne

Texte intéressant

Après avoir présenté et situé le document dans son contexte, expliquez comment est gouvernée la France sous la IV^e République et quel est alors le rôle de l'Etat.

« Il faudra un certain temps, lui dis-je, pour réparer les villes, les ports, les chemins de fer, mais ces choses-là seront réparées, parce qu'on ne peut pas faire autrement. Par contre, il faudra une volonté très ferme, et beaucoup d'explications, pour faire comprendre aux gens que le mal essentiel est dans l'archaïsme de notre équipement et de nos méthodes de production.

– C'est le rôle des pouvoirs publics, me répondit-il. Proposez-leur quelque chose.

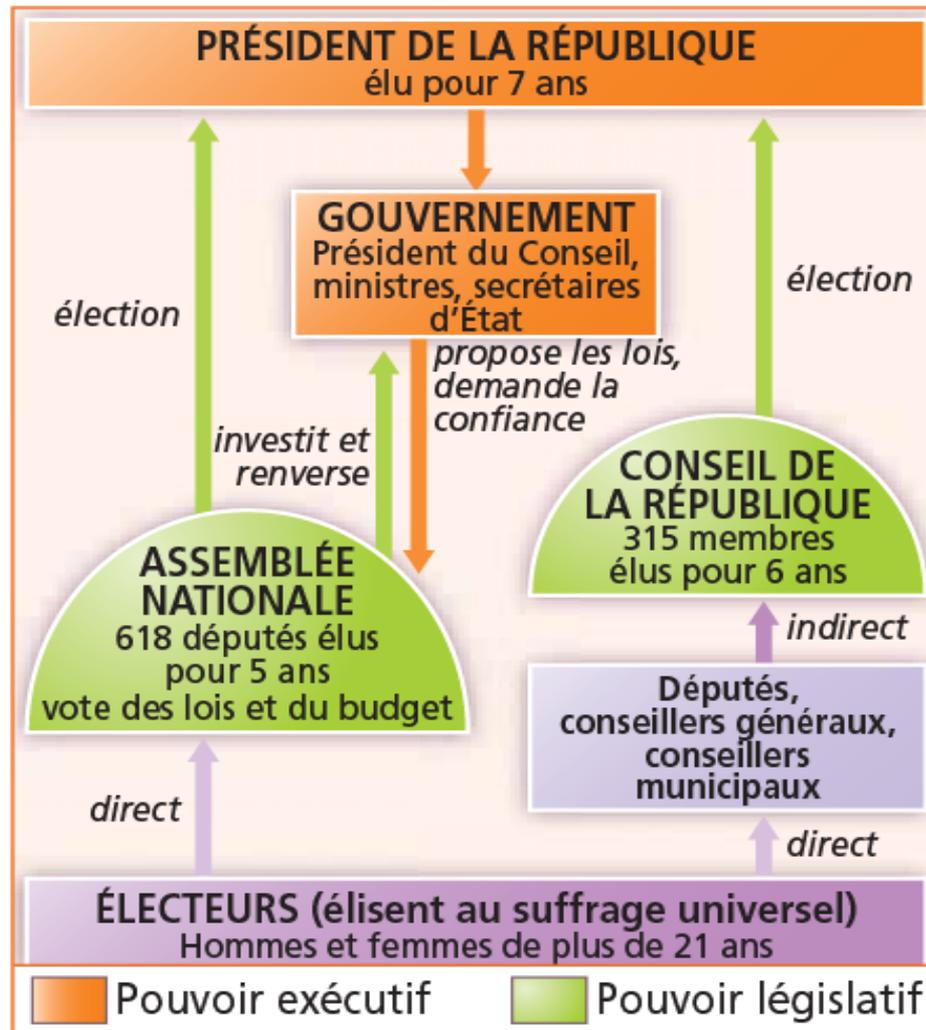
– Je ne sais pas encore exactement ce qu'il faut faire, mais je suis sûr d'une chose, c'est qu'on ne pourra pas transformer l'économie française sans que le peuple français participe à cette transformation. Quand je dis le peuple, ce n'est pas une entité abstraite, ce sont les syndicats, les industriels, l'administration, tous les hommes qui seront associés à un plan d'équipement et de modernisation.

– Voilà ce qu'il faut faire, et en voilà le nom, conclut le général de Gaulle. » [...]

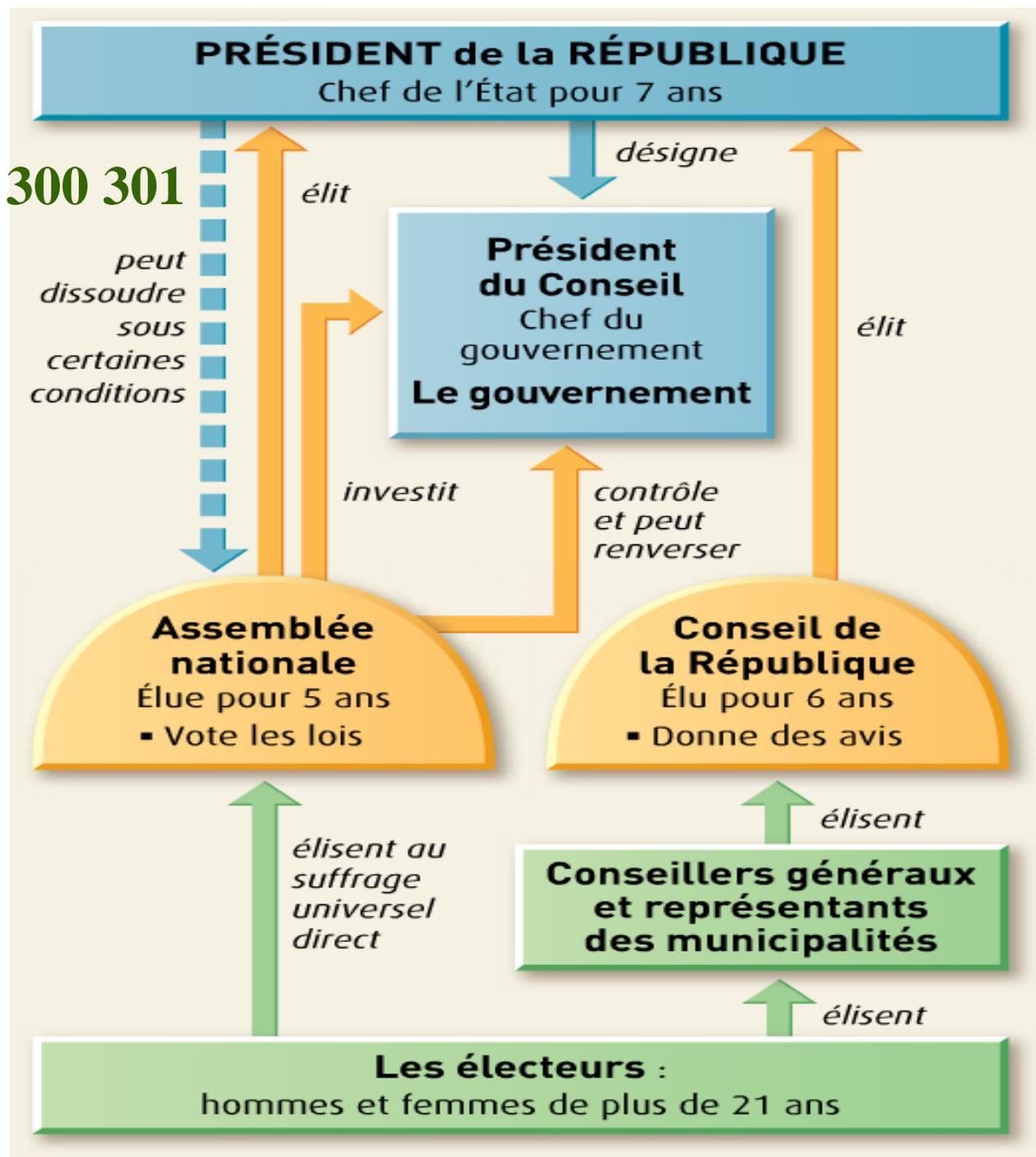
L'époque était favorable aux expériences d'effort en commun, car l'élan patriotique de la Libération était encore présent et n'avait pas trouvé le grand œuvre où il pourrait s'exprimer positivement. [...] J'ai connu dix présidents du Conseil, et livré autant de batailles. L'instabilité ministérielle était un mal pour la France, mais guère plus qu'une gêne pour le Plan. Dans les vingt années qui suivirent, trois commissaires au Plan virent passer vingt-huit gouvernements.

II Après 1946 une nouvelle manière de gouverner

1) Au lendemain de la guerre, restaurer l'Etat, une urgence

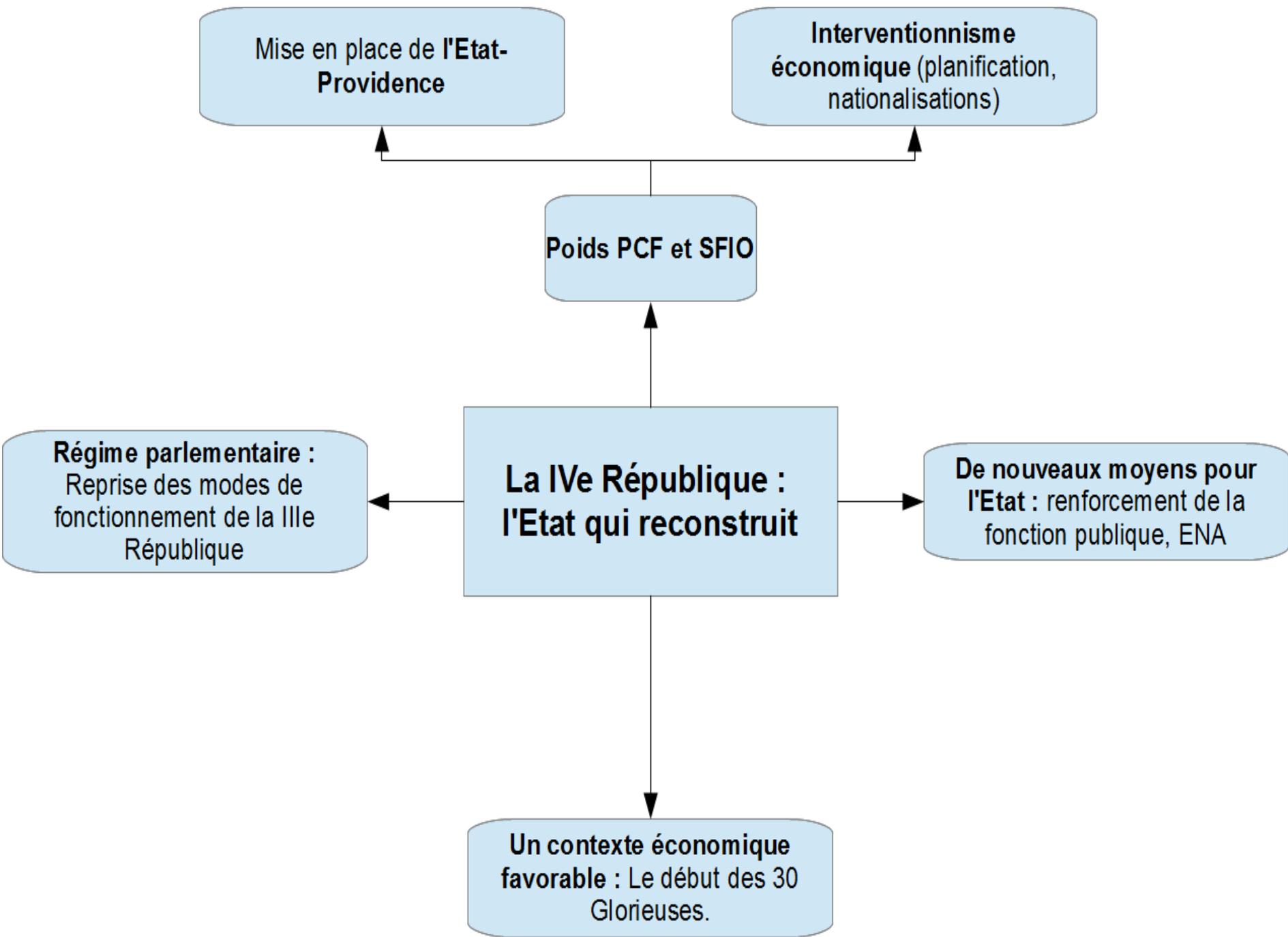


Étude pages 300 301



Les institutions de la IV^e République

- La IV^{ème} République est en place par la Constitution du 27 octobre 1946, elle marque le retour à la liberté et à la démocratie.
- Contrairement aux demandes du général de Gaulle, elle est fondée **sur un système parlementaire**. Le scrutin est proportionnel, et le choix du gouvernement doit se faire par des alliances entre partis.
- Le président de la République est donc élu au SUI par le Parlement et dispose de peu de pouvoirs effectifs.



Vincent Auriol président de la république de 1947 à 1953 Un régime malmené avec des difficultés persistantes

Vincent Auriol 1947 1953

René Coty 1953 1958



**Vème République
Manuel page 302**

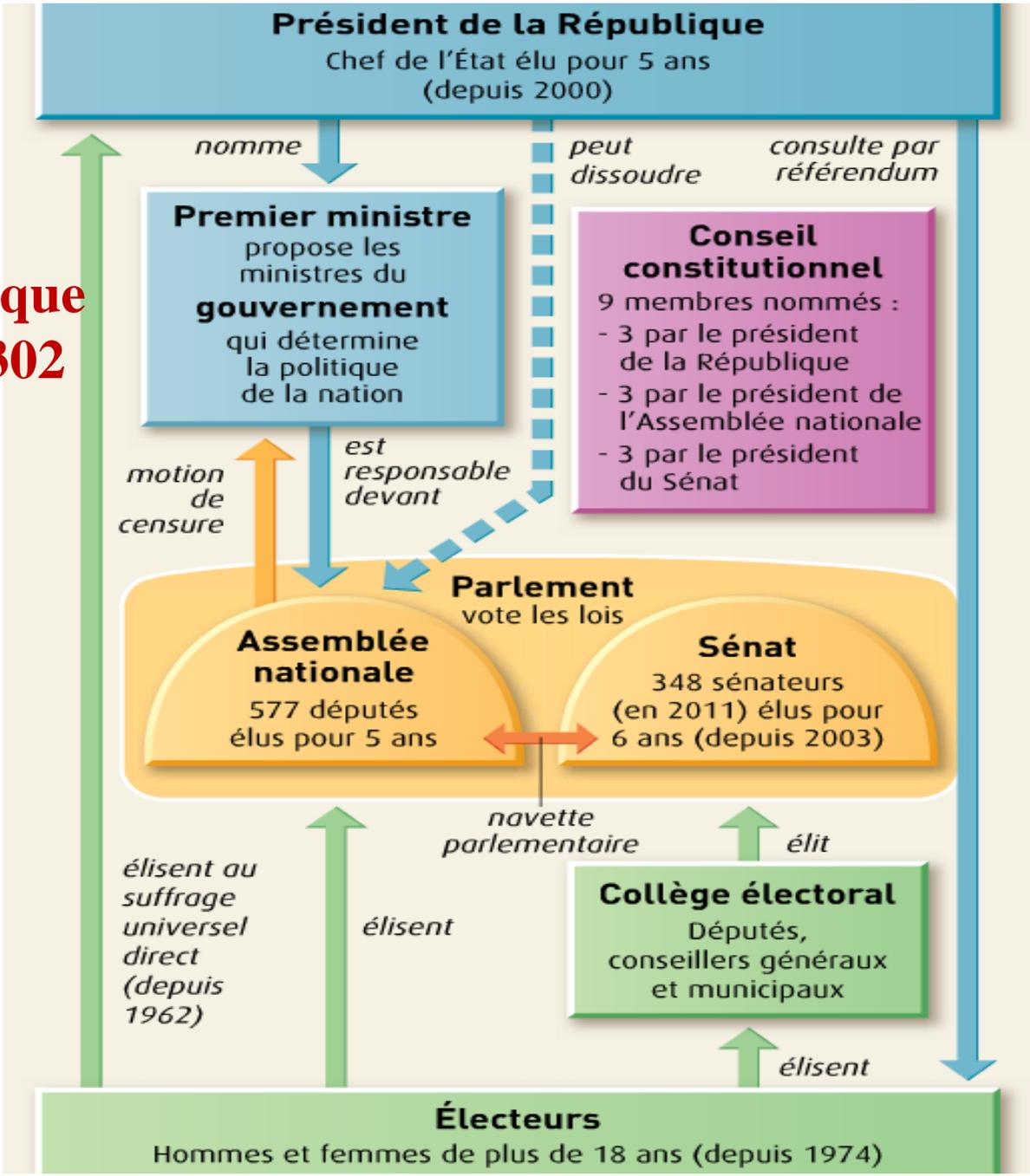
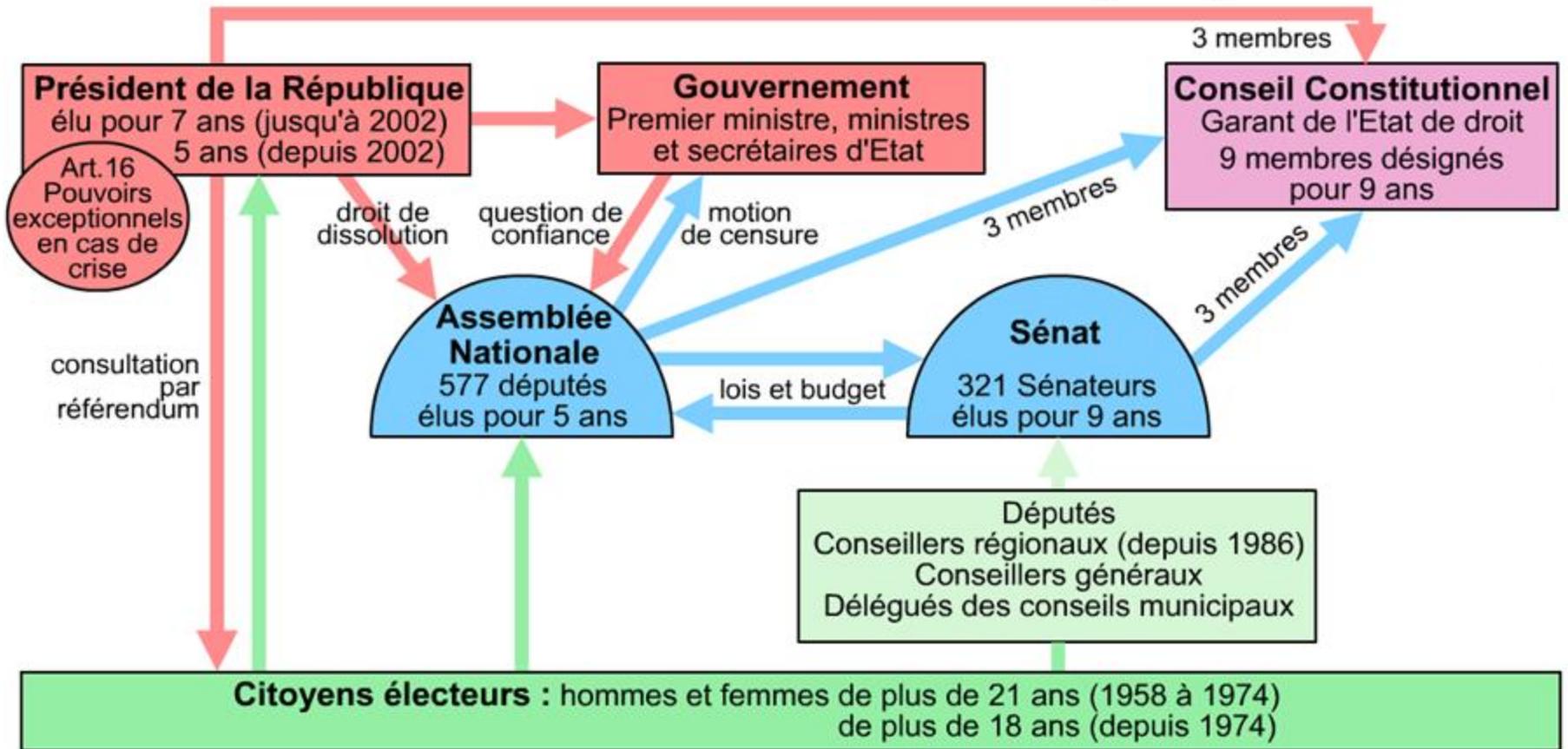


Schéma de la Constitution de la V^{ème} République



Séparation des pouvoirs

- ▬ Pouvoir exécutif
- ▬ Pouvoir législatif
- ▬ Pouvoir de contrôle

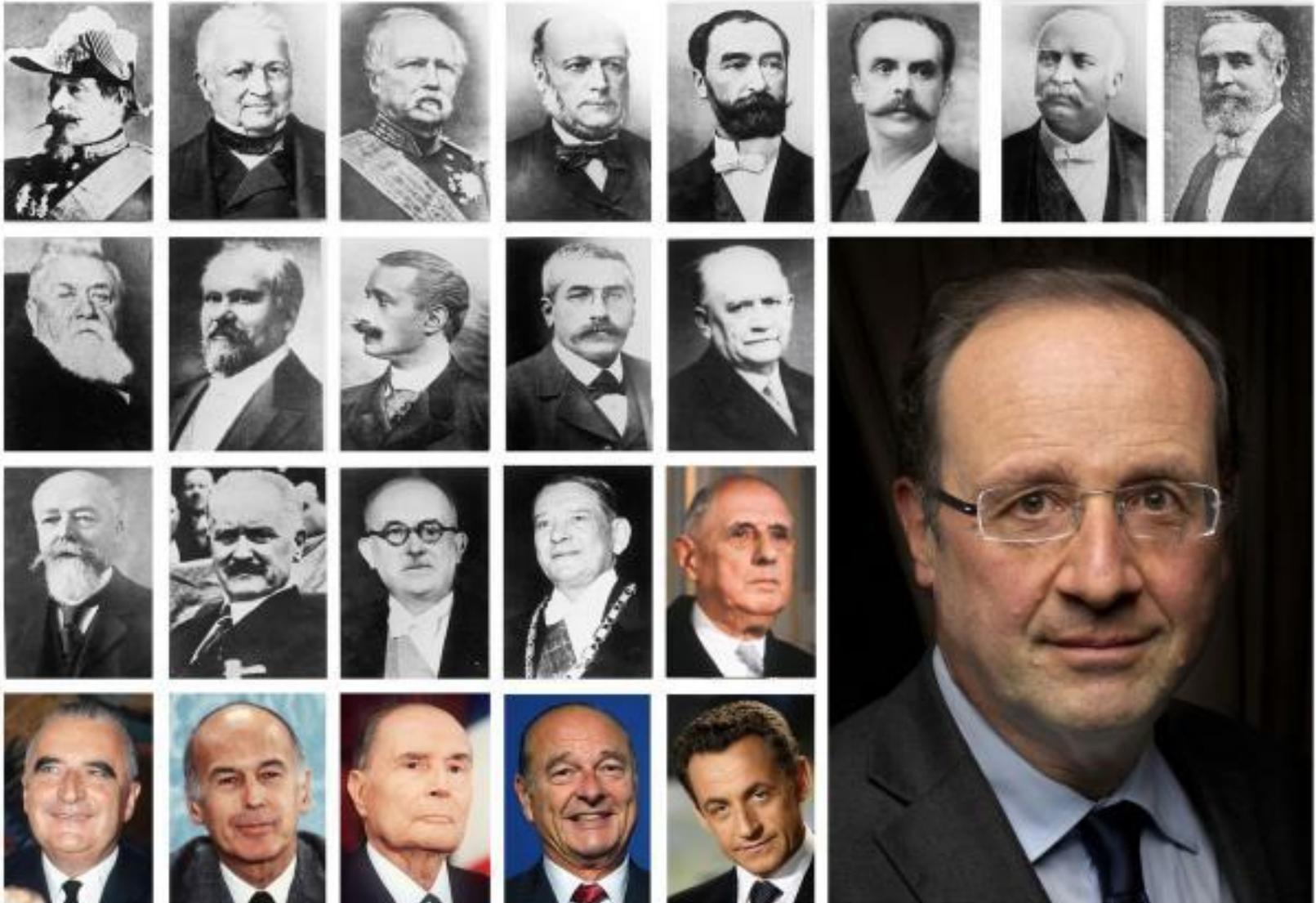
Souveraineté du peuple

- ➔ Citoyens électeurs
- ➔ Suffrage universel direct
- ➔ Suffrage universel indirect

Fonctionnement de la République

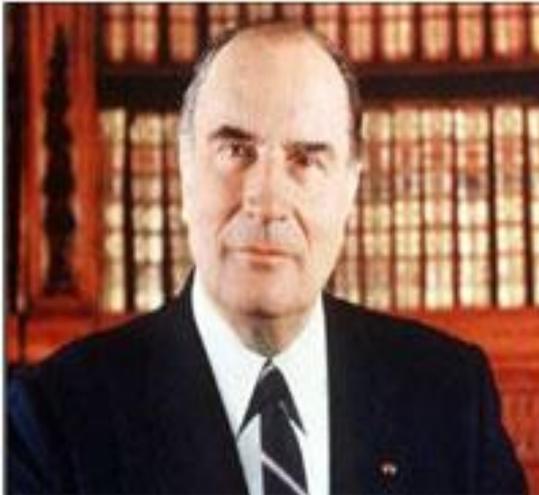
- ➔ Prérogatives du pouvoir exécutif
- ➔ Prérogatives du pouvoir législatif

Les présidents français



TEST

L'évolution politique de la France de 1945 à nos jours

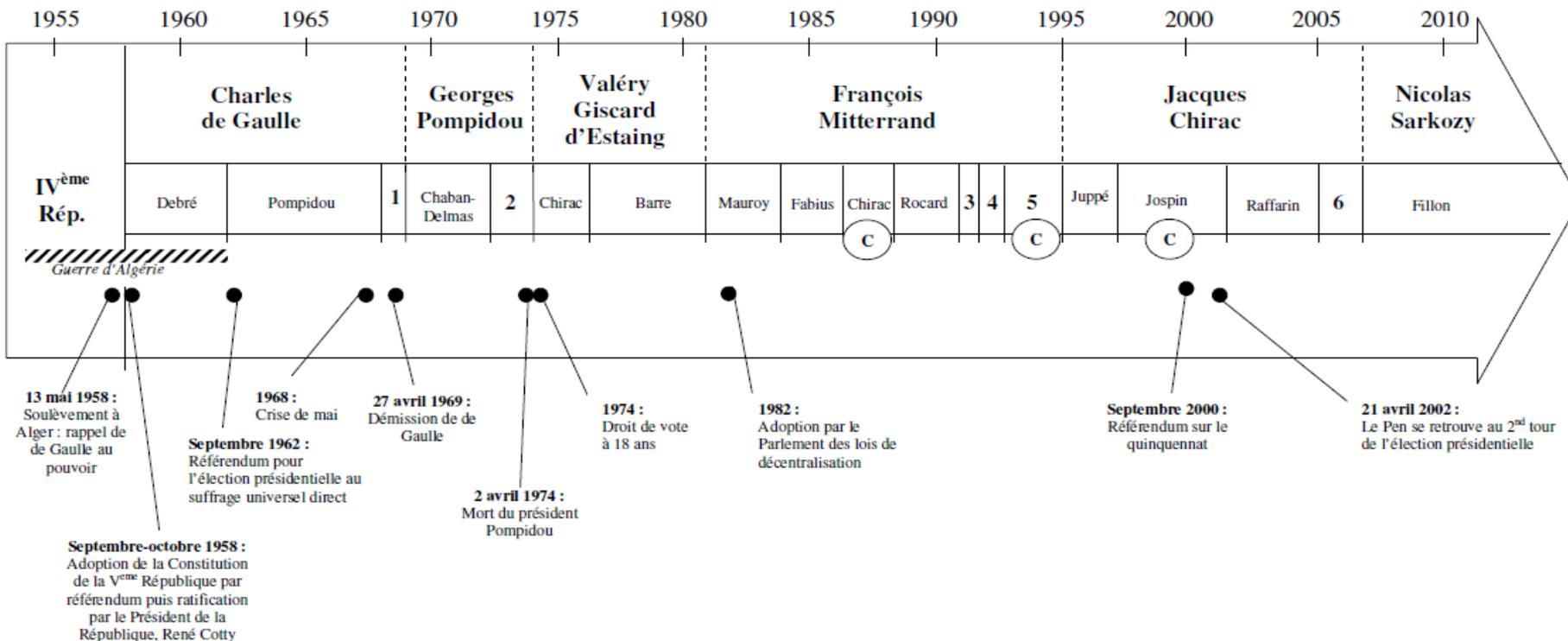


TEST...ils n'y sont pas tous...mais presque.



Les Premiers ministres

LA VIE POLITIQUE SOUS LA V^{ème} REPUBLIQUE



Légende

- Président ou Premier Ministre de droite
- Président ou Premier ministre de centre-droit
- Président ou Premier ministre de gauche
- C Périodes de cohabitation

Autres Premiers ministres

- 1 Couve de Murville
- 2 Messmer
- 3 Cresson
- 4 Bérégovoy
- 5 Balladur
- 6 De Villepin

2) L'Etat protège et modernise, donc un Etat providence qui s'inspire de la politique keynésienne jusqu'en 1973

Base de la mise en place de **l'Etat-providence** (principe de solidarité et de justice sociale) inspiré du **Welfare State**.

La Sécurité sociale est créée en 1946, les HLM, en 1947.

Dans le domaine économique, **l'État s'investit**.

Une planification incitative est adoptée. Des emprunts sont réalisés auprès des Français afin de soutenir l'État. Certaines entreprises clés sont nationalisées.

Affiche de 1945 1946





La sécurité sociale permet de rappeler le Comité National de la Résistance et ses engagements.

Sécurité sociale : Système de protection sociale fondé sur la solidarité nationale. Employeurs et salariés cotisent pour couvrir la plupart des risques (maladie, accident, chômage, vieillesse, maternité).

L'urgence de construire et de reconstruire

Un logement ouvrier au Chambon-Feugerolles (département de la Loire) -
Photographie prise par Henri Salesse en 1953

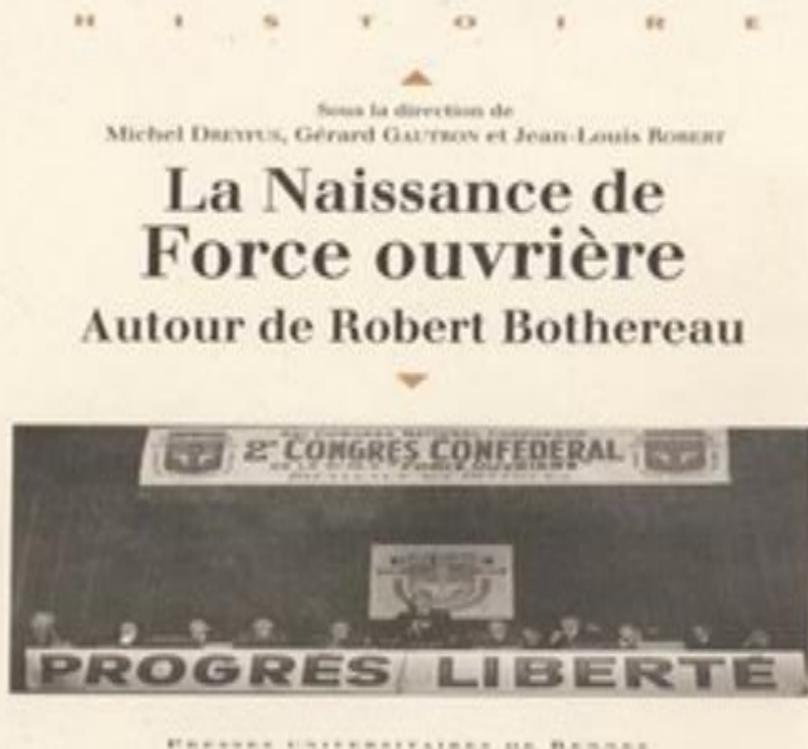
Pilotis extrême sud de la Cité Radieuse à Marseille – Photographie : Henri Salesse



L'importance des syndicats les associer dans la reconstruction de la France.

La CGT

1947 naissance de FO



Chaque syndiqué a pour devoir :

- 1° de lire la presse syndicale et particulièrement « **Le Peuple** », Organe Officiel de la C. G. T. ;
- 2° d'acquitter régulièrement chaque mois ses cotisations syndicales ;
- 3° d'assister obligatoirement à toutes les assemblées de son syndicat ;
- 4° professionnellement, d'être le meilleur, sur le chantier, à l'atelier, au bureau.

“Le Peuple”
ORGANE OFFICIEL DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

Pour les abonnements, s'adresser :
66, Rue Jean-Jacques Rousseau, Paris
Compte Chèque Postal : Paris 79-19

CARTE CONFÉDÉRALE
1947

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL
BIEN-ÊTRE ET LIBERTÉ
CGT

FÉDÉRATION FRANÇAISE
DES TRAVAILLEURS DU LIVRE
7, rue Jules-Breton, Paris-XIII^e

C. C. P. Paris 194-46

N° 0042854

1947



3) Un acteur économique majeur qui aménage le territoire sous la IV ème et la Vème Républiques

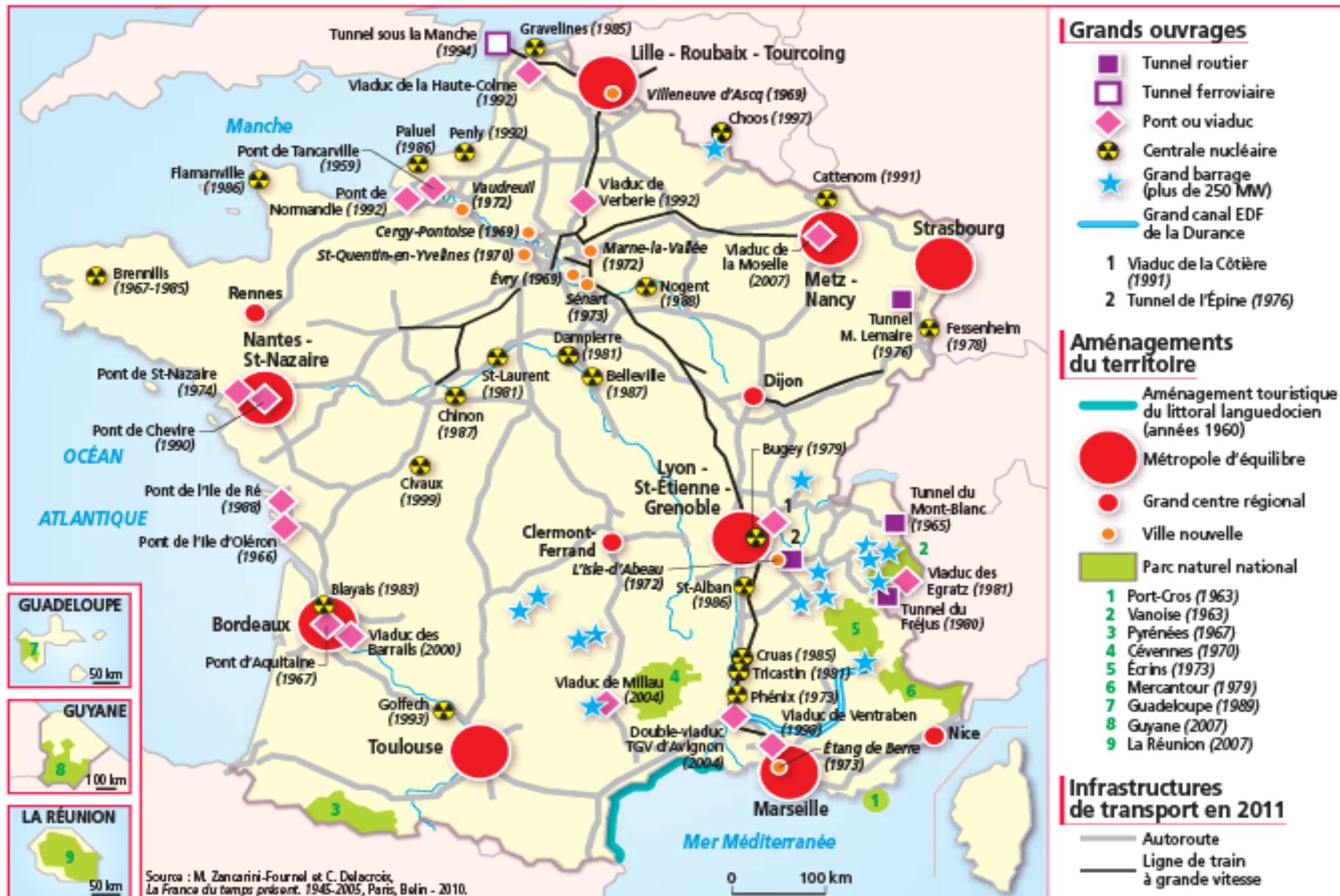
Étude pages 310/311

a) Croissance productivité investissement

De grandes politiques sont entreprises, comme le développement de **l'énergie nucléaire civile et militaire**, avec le CEA, ou encore le développement de **l'infrastructure autoroutière**.

Certaines politiques de prestige ont pour but de placer la France au premier rang international dans certains secteurs, comme l'aéronautique avec l'élaboration franco-britannique du **Concorde en 1969**.

Les grands aménagements du territoire français voulus par l'Etat



Le CEA commissariat à l'énergie atomique Le CEA est créé
le 18 octobre 1945 par Charles de Gaulle



Vue de Zoé première pile atomique



Le lancement du *Redoutable*

Le président Charles De Gaulle à Cherbourg, le 29 mars 1967, lors du lancement du premier sous-marin nucléaire lanceur d'engins, *Le Redoutable*.



Le concorde 1969



L'importance des hydrocarbures

De Gaulle visite le champ gazier de Lacq (1959).

À ses côtés le ministre de l'Industrie Jean-Marcel Jeanneney (nœud papillon) et le président de la Société nationale des Pétroles d'Aquitaine, futur Elf Aquitaine, André Blanchard, à droite du général.



b) La nouvelle société de consommation époque des trente glorieuses

Jacques Chaban Delmas.

L'ère du microsillon
est celle de
L'ELECTROPHONE

portable

TEPPAZ met, avec son Electrophone *Présence* microsillon 33-45-78 tours, toutes les joies de la musique à la portée de toutes les bourses.

Il est doté des avantages suivants :

Autres avantages !

Mettre toutes les notes 33-45-78 tours

TEPPAZ
NOYL

C'est le cadeau idéal en toutes circonstances



Discours sur « La nouvelle société » de Jacques Chaban-Delmas
(19 septembre 1969) **programme de 1ère**

4) Un Etat qui aménage mais qui commence à décentraliser

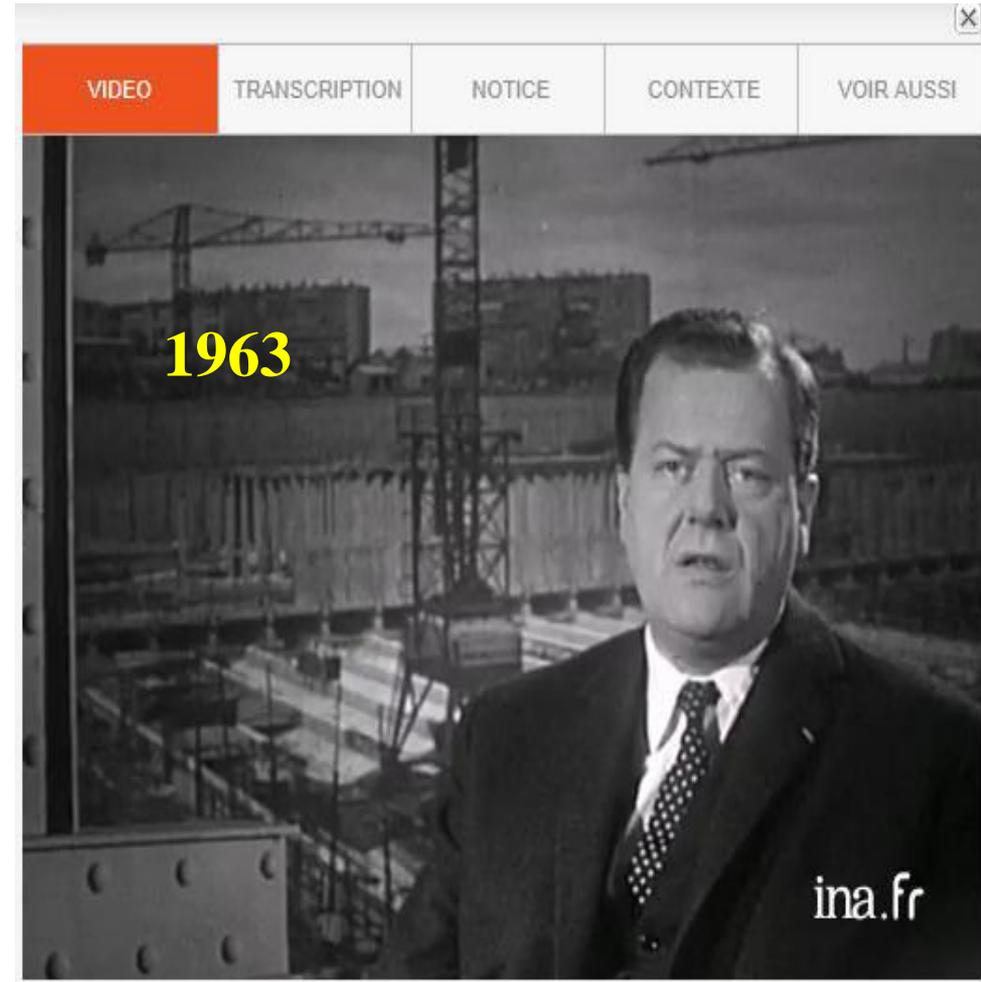
La mise en place d'une politique d'aménagement du territoire avec la création de **la DATAR en 1963** conduit à réaliser de grands aménagements et à mieux répartir les acteurs de la vie économique et administrative sur tout le territoire.

DATAR: Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

Vidéos l'Etat aménageur quelques exemples: création de la DATAR et aménagement du Languedoc Roussillon



Le TOURISME



Olivier Guichard

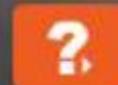
VIDEO

TRANSCRIPTION

NOTICE

CONTEXTE

VOIR AUSSI



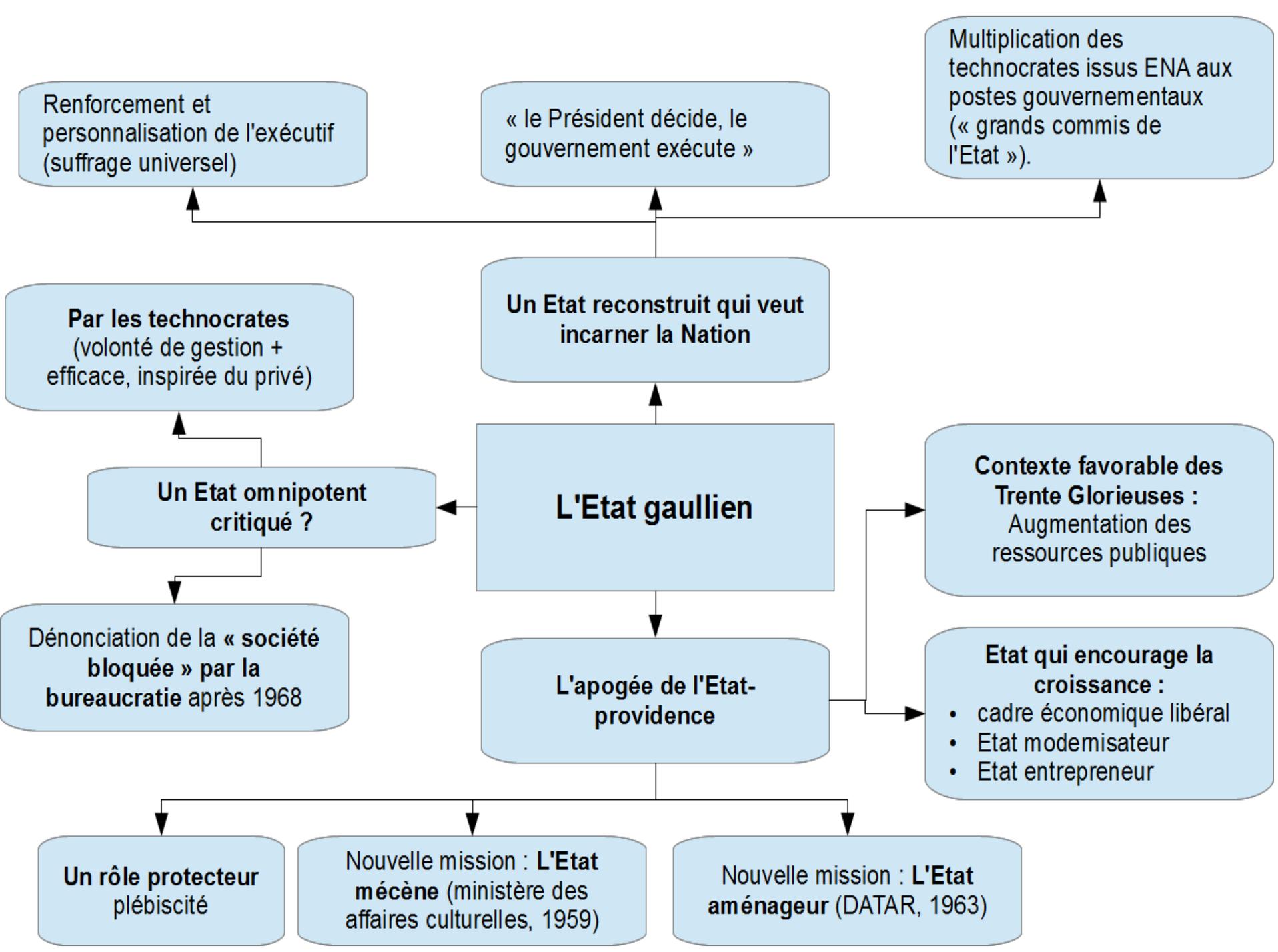
1964

La Grande Motte 1975



La Grande Motte





5) Un Etat qui s'implique dans le domaine culturel, une permanence, à chaque président son « empreinte » quelques exemples...



- | | |
|--|---|
| 1 Palais de l'Élysée (président de la République) | 5 Palais-Royal (Conseil constitutionnel et Conseil d'État) |
| 2 Matignon (premier ministre) | 6 Palais Cambon (Cour des Comptes) |
| 3 Palais Bourbon (Assemblée nationale) | 7 Palais de Justice (Cour de Cassation) |
| 4 Palais du Luxembourg (Sénat) | |

Sous de Gaulle 1959 création du ministère des Affaires Culturelles confié à André Malraux



Rue de Valois

1977 Centre Pompidou vu du ciel par Y Arthus Bertrand







« Il s'agira d'un ensemble monumental consacré à l'art contemporain sur l'emplacement de Beaubourg. L'ensemble architectural devra non seulement comprendre un vaste musée de peinture et de sculpture mais des installations spéciales pour la musique, le disque, éventuellement le cinéma et la recherche théâtrale. Il serait souhaitable qu'il puisse comprendre une bibliothèque regroupant tous les ouvrages consacrés aux arts et à leur évolution récente. »

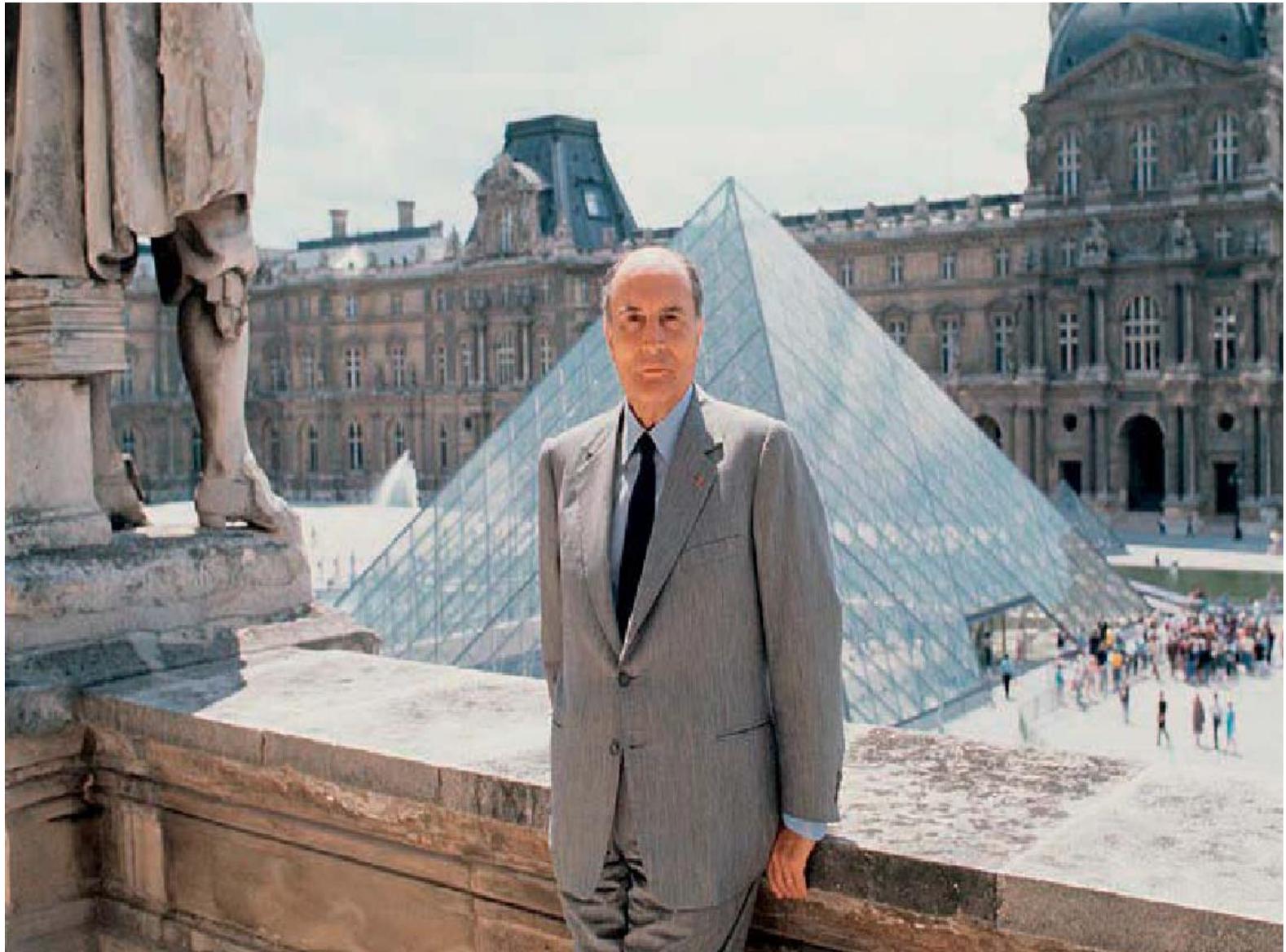
Lettre de Georges Pompidou à Edmond Michelet, ministre d'Etat des Affaires culturelles

11 décembre 1969

« Je voudrais passionnément que Paris possède un centre culturel comme on a cherché à en créer aux Etats-Unis avec un succès jusqu'ici inégal, qui soit à la fois un musée et un centre de création où les arts plastiques voisinerait la musique, le cinéma, les livres, la recherche audiovisuelle (...). Le musée ne peut être que d'art moderne puisque nous avons le Louvre. La création serait moderne et évoluerait sans cesse. La bibliothèque attirerait des milliers de lecteurs qui du même coup seraient en contact avec les arts. »

Entretien de Georges Pompidou accordé au *Monde*
17 octobre 1972

Pyramide du Louvre 1989



La Pyramide du Louvre: Léo Ming Pai architecte américain d'origine chinoise



Le musée du quai Branly inauguré en 2006





Le musée du quai Branly (7^{ème}) présente des collections d'objets des civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques.

6) L'Administration et la fonction publique
études pages 306/307 et pages 308/309 pour les
élèves intéressés

La IV^e République met en œuvre des structures destinées à former les hauts fonctionnaires qui assurent la permanence de l'administration au-delà de l'instabilité politique.

L'ENA : Ecole Nationale de l'Administration est créée en 1945. Texte page 308

Les IEP de Paris et de province voient leur rôle réaffirmé.

La fondation de l'ENA, 1945

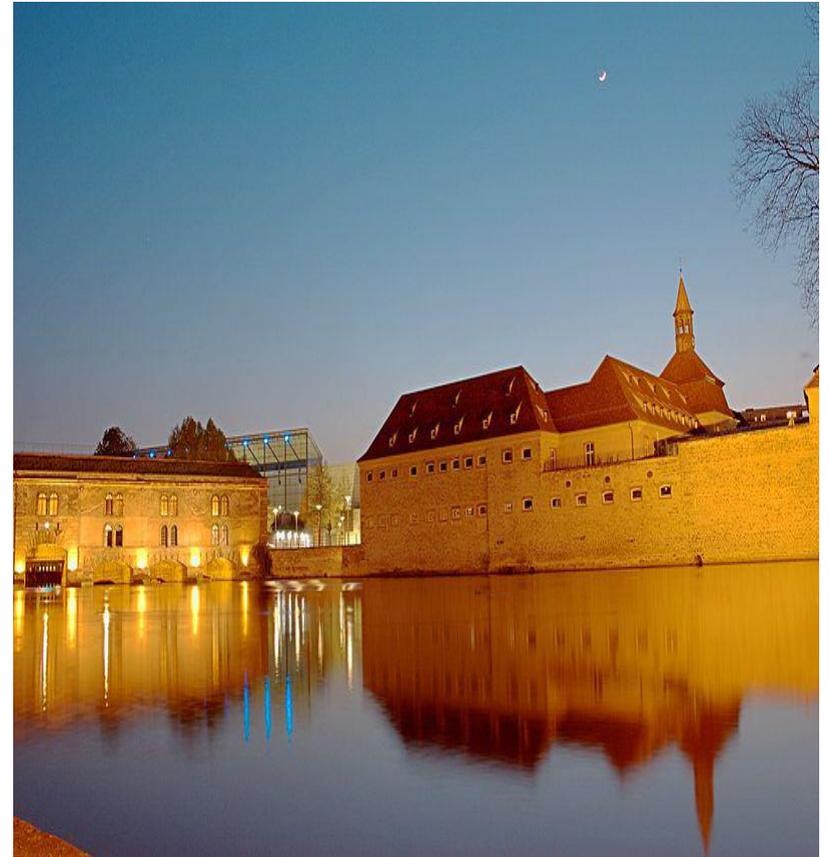
L'ordonnance transforme complètement le mode de recrutement des catégories de fonctionnaires qu'elle concerne. Elle organise aussi leur formation, elle crée à cette fin des instituts universitaires d'études politiques situés à Paris et en province, et une École nationale d'administration. (...) Pour assurer le caractère démocratique du recrutement, les étudiants inscrits à un institut qui n'auraient pas les ressources suffisantes pour poursuivre leurs études pourront obtenir de l'État les moyens nécessaires. L'École nationale d'administration (...) doit pourvoir aux emplois des corps de hauts fonctionnaires visés par la réforme. (...) L'école enseignera [aux élèves] les techniques de la vie administrative et politique ; elle s'efforcera aussi de développer en eux le sentiment des hauts devoirs que la fonction publique entraîne et les moyens de les bien remplir. Des stages effectués en province, dans les territoires d'outre-mer, à l'étranger ou à Paris même, associeront étroitement des expériences pratiques aux enseignements théoriques.

Ordonnance du 9 octobre 1945, exposé des motifs, *Journal officiel*,
10 octobre 1945.

Les grands corps d'État sont réorganisés.

Un esprit de corps unit ainsi ces cadres qui dirigent également les préfetures des départements

L'ENA de Paris à Strasbourg.....1991/2005 décentralisation



ENA : Promotion Voltaire 1980: François Hollande, Ségolène Royal, Dominique de Villepin

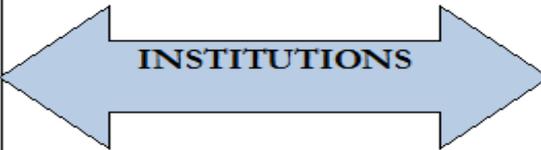


Les énarques vont investir les sommets de l'Etat sous la Vème République

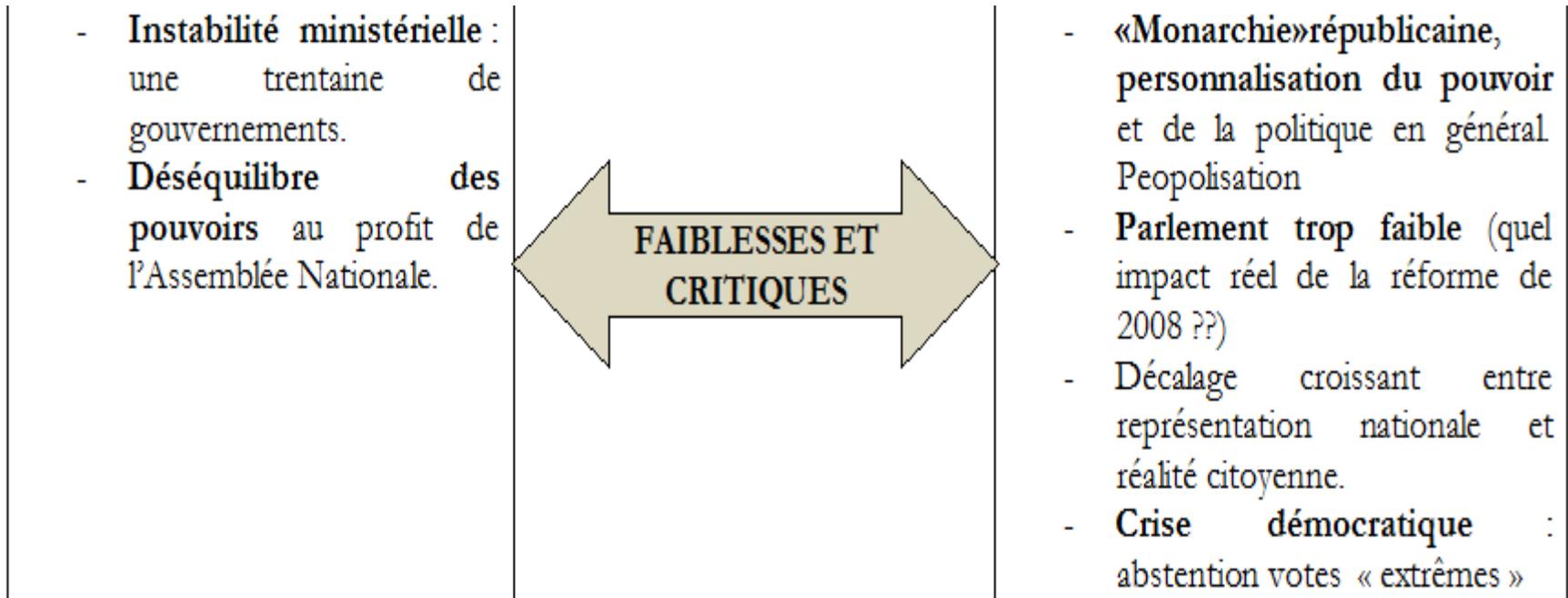
Renaud Donnedieu UMP

Jean pierre Jouyet sans étiquette

Mise en perspective synthétique des deux régimes de l'après Seconde Guerre mondiale en France. Fiche à distribuer.

IVème République (oct.1946-1958)		Vème République depuis 1958
<ul style="list-style-type: none"> - Une adoption de guerre lasse par le référendum d'octobre 1946. - Un régime parlementaire dominé par l'Assemblée Nationale 	 <p>INSTITUTIONS</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Une adoption massive lors du référendum du 28 septembre 1958 dans un contexte de troubles graves liés à la guerre d'Algérie. - Un régime semi-présidentiel. - Président de la République aux pouvoirs étendus et à la légitimité renforcée par son élection au suffrage universel direct après le référendum d'octobre 1962
<ul style="list-style-type: none"> - Un scrutin proportionnel : juste et représentatif de la diversité politique du pays mais porteur de divisions et d'absence de large majorité à l'Assemblée : coalitions gouvernementales et instabilité 	 <p>MODE DE SCRUTIN</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Un scrutin uninominal majoritaire (sauf en mars 1986) : favorise les grands partis politiques, moins représentatif de la diversité que le scrutin proportionnel, mais permet de dégager des majorités bien plus larges et donc garantit une réelle stabilité politique
<ul style="list-style-type: none"> - Tripartisme 1945-1947 MRP+PCF+SFIO, « partis de la Résistance » - Troisième force 1947-51 - Glissement à droite 1951-1954 - Balancier à gauche : PMF en 1954-55 puis Front Républicain en 1956 	 <p>VIE POLITIQUE</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Droite au pouvoir 1958-1981 : gaullistes jusqu'en 1974 puis libéraux 1974-81. - Alternance 1981 : la gauche au pouvoir. - Le retour de la droite 1995-20 ?? - 3 cohabitations : 1986-88, 1993-95, 1997-2002

Suite....



Synthèse

Depuis la Révolution, l'Etat-Nation se construit d'une façon évolutive mais permanente même si de multiples crises ont fragilisé ce dernier. **L'Etat-Nation s'impose comme la forme d'organisation qui répond aux demandes des citoyens.**

Cette construction se consolide à partir de la Libération par l'extension **des actions de l'Etat dans les domaines économique et social, un Etat-providence** qui atteint son apogée pendant la période gaullienne en cumulant la concentration du pouvoir, l'omniprésence de l'action administrative et l'accompagnement de la croissance économique.

A la fin de la période, cette omniprésence commence à susciter des contestations mises en évidences par l'épisode de Mai 68.

Texte intéressant A distribuer et à lire.

En 1945, un consensus sur l'idée d'un État modernisateur, organisateur du progrès social et régulateur du fonctionnement de l'économie et de la société, semble soudain s'imposer à tous. Ce consensus que l'on voit apparaître dans les divers projets formulés pendant la Résistance est le fruit d'une double révolution, intellectuelle et morale.

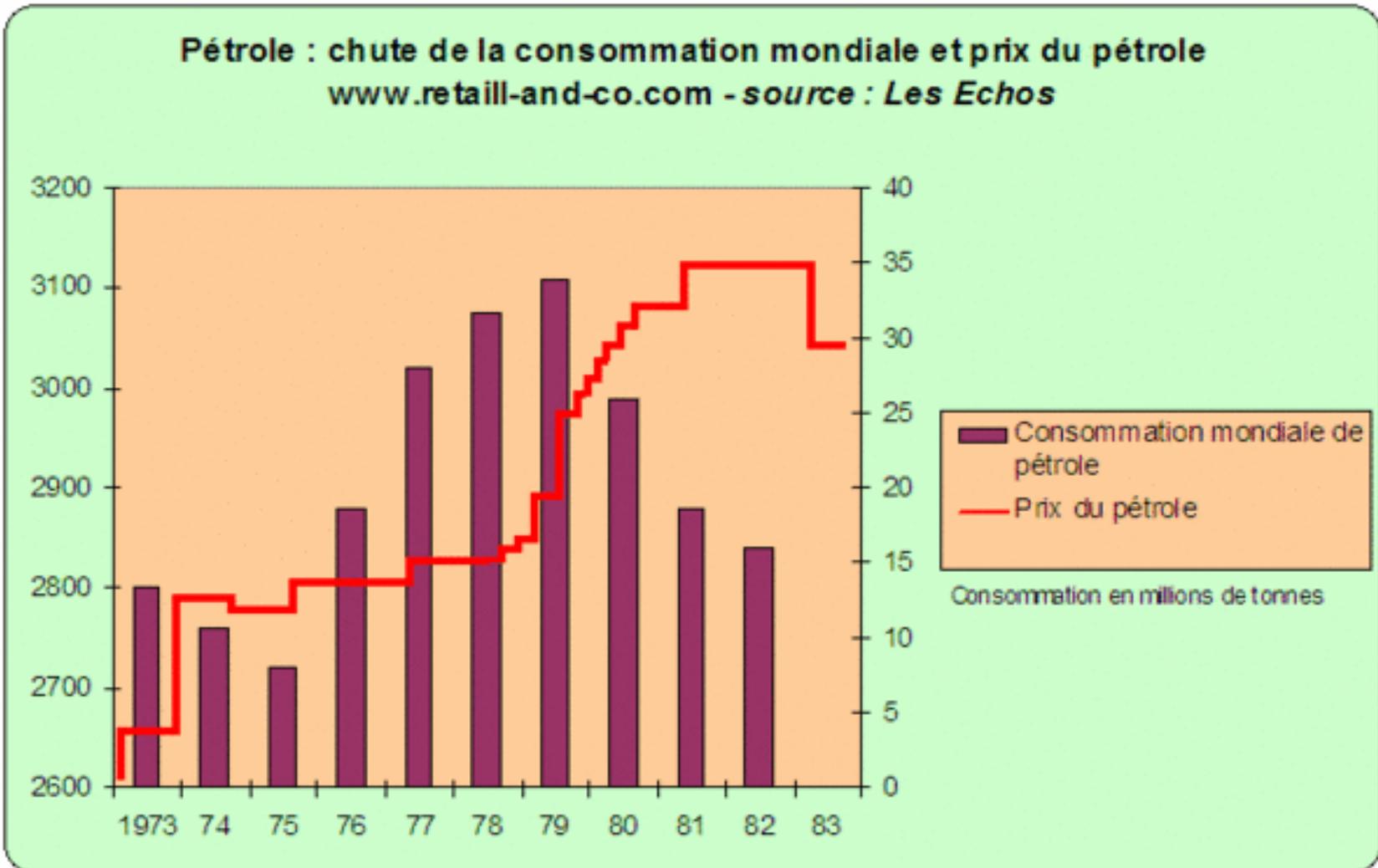
La révolution intellectuelle, c'est tout simplement le keynésianisme, la prise de conscience que les données économiques, par exemple les prix et les salaires, sont des variables d'action, et non simplement des résultantes de lois économiques. C'est cette révolution mentale qui permet de passer à la notion de régulation, de la conception d'un État «interventionniste» à la perspective d'un État «régulateur».

Deuxième révolution, la révolution morale: une société qui a vécu l'épreuve des deux guerres mondiales s'est reconnue un devoir accru de solidarité. Cette conscience plus aiguë de faire corps permet en 1945 d'effectuer le grand saut avec la création de la Sécurité sociale.

De ce point de vue, l'État-providence n'est d'ailleurs pas complètement en rupture avec l'État-gendarme. C'est même plutôt un approfondissement de la vision développée par Hobbes dès 1651 dans *Le Léviathan*: celle d'un État «réducteur d'incertitudes». Cette réduction de l'incertitude, qui a d'abord été associée à la prévention des guerres civiles ou des troubles religieux, va s'étendre à la nécessité d'une sécurité économique et sociale pendant la vie de travail et après (avec la mise en place d'un système de retraites). L'État s'est donc considérablement sophistiqué, complexifié et développé. N'oublions pas que les prélèvements obligatoires, en 1945, représentaient environ 25% du PIB. Leur part est de 45% aujourd'hui. Il y a 4,8 millions d'emplois publics, soit un cinquième des emplois en France (public et privé confondus).

III A partir des années 70/80 l'érosion du pouvoir de l'Etat

1) Les crises économiques des années 70 ne sont pas à sous-estimer. **L'Etat-providence face aux crises**

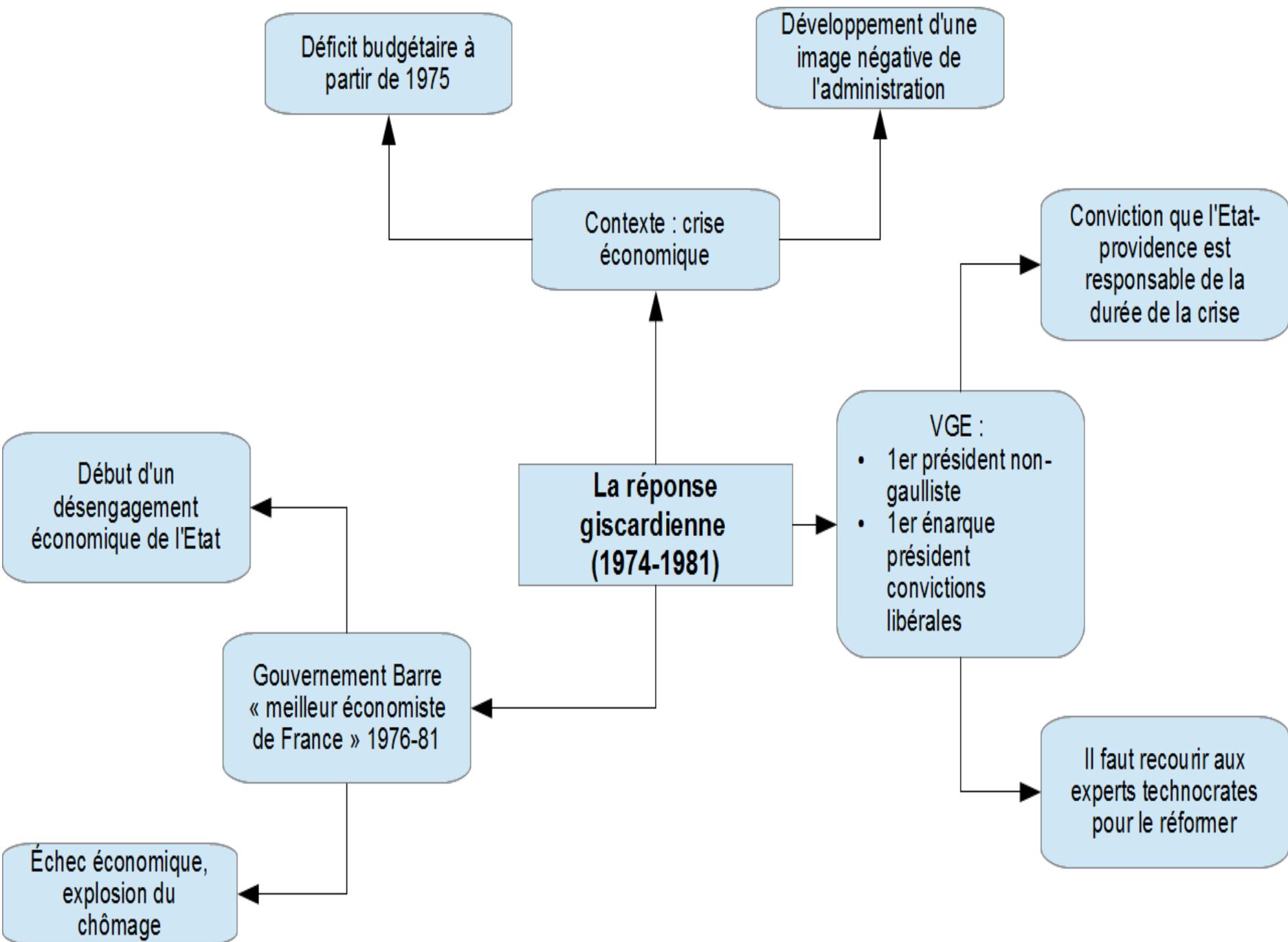


a) La réponse giscardienne : encadrer l'Etat-providence (1974-81)

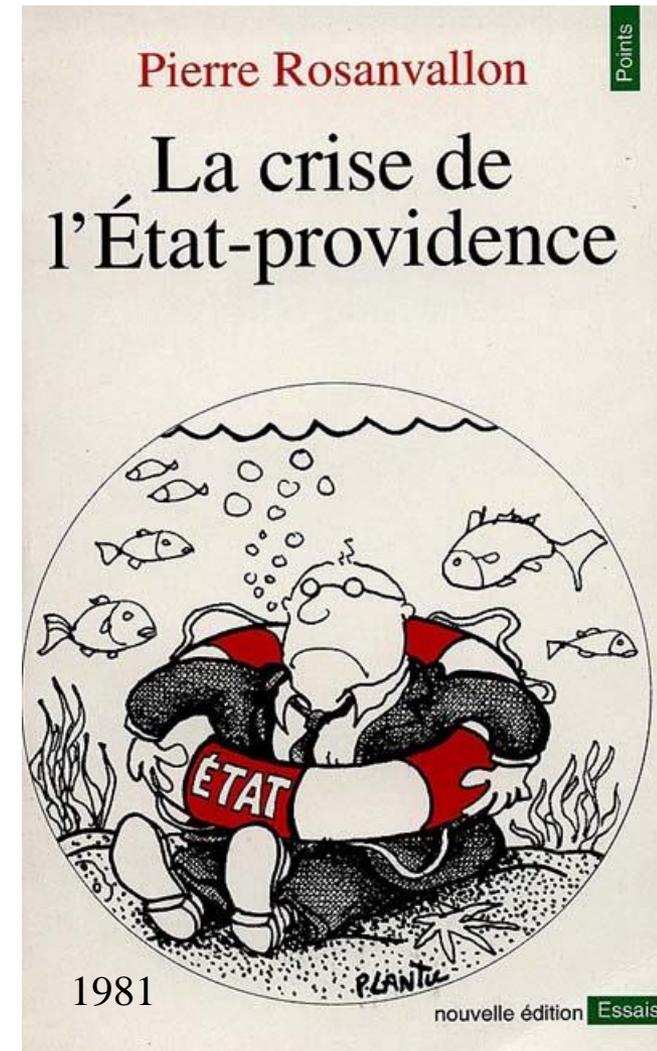


VGE premier président énarque,
Rupture idéologique : ses convictions sont libérales en matière économique mais aussi sociétale.

Le recours aux experts technocrates serait la solution à la crise consécutive aux chocs pétroliers.



L'Etat-providence pour les libéraux devient responsable de la durée de la crise en France



Début du reflux de l'Etat dans le domaine économique qui abandonne des secteurs économiques peu rentables: sidérurgie, métallurgie, textile **Manifestation des sidérurgistes lorrains le 23 mars 1979 à Paris. L'Etat a licencié 50% des effectifs !!**



L'exemple de Moutiers 1979, le bassin lorrain



La doc photo

AFFICHE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS,
1982 © Coll. Dixmier/Kharbine-Tapabor



La doc photo

On retrouve les mêmes problèmes au Royaume Uni dans le Yorkshire 1984.

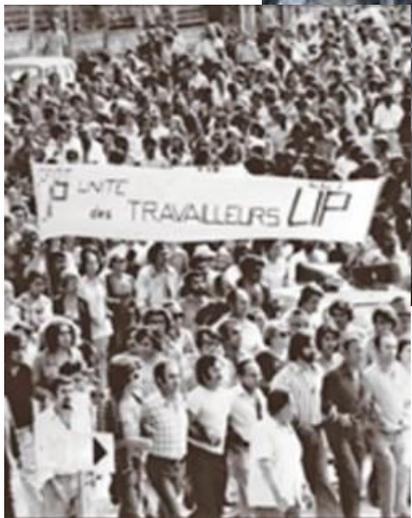


La doc photo

Beaucoup de secteurs sont touchés...Ideal Standard (fonderie) 1975 2 ans de luttes, Aulnay sous-Bois (Seine-Saint-Denis).



Sans oublier bien sûr LIP (horlogerie) à Besançon en 1973. Une fermeture annoncée qui allait émouvoir toute la France.

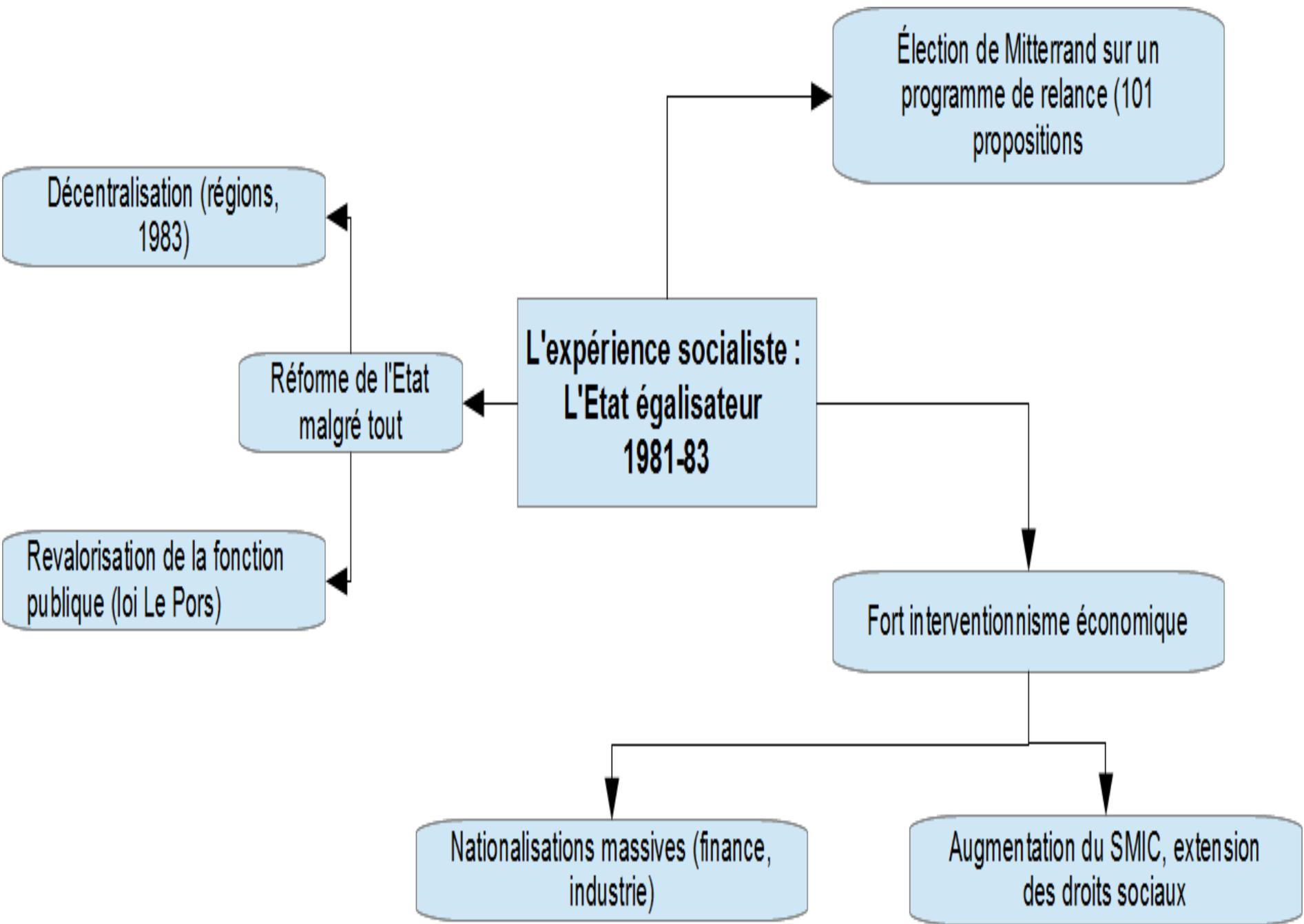


VIDEO sur les ouvriers

b) 1981-1983 La première alternance socialiste est un retour très provisoire au keynésianisme

- **Nationalisations massives** (finances, industries, 1982)
- En 1983 un salarié sur 4 travaille **dans le secteur public**
- Interventions directes sur l'économie par l'augmentation du SMIC
- « l'égalité des chances » dans l'Éducation (ZEP en 1982)





Une volonté de réformer l'Etat par deux décisions importantes.

- **La décentralisation** (lois de 1982 et 1983) qui met en place un contre-pouvoir local plus proche des citoyens.

vidéo

- **La revalorisation de la fonction publique** (1983 loi Le Pors) qui réhabilite le modèle du citoyen-fonctionnaire indépendant des élites et du capital

Les lois de décentralisation 1982 1983 Gaston Deferre

vidéo jalons

Étude pages 312 313



AFP 1982



Les conséquences de la décentralisation pour les petites communes

1981-07-27

(Fiche média : 01094)

[▶ VOIR LE MÉDIA](#)

Les objectifs de la décentralisation

Art. 1 – Les communes, les départements et les régions s'administrent librement par des conseils élus. Des lois détermineront la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ainsi que la répartition des ressources publiques (...), et le développement de la participation des citoyens à la vie locale. (...)

Art. 59 – Les régions sont des collectivités territoriales. Elles sont administrées par un conseil régional élu au suffrage universel direct. Le conseil régional règle par ses délibérations les affaires de la région. Il a compétence pour promouvoir le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la région et l'aménagement de son territoire et pour assurer la préservation de son identité, dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des départements et des communes. (...)

Art. 65 – Le conseil régional peut décider avec l'autorisation du gouvernement d'organiser à des fins de concertation et dans le cadre de la coopération transfrontalière, des contacts réguliers avec des collectivités décentralisées étrangères ayant une frontière commune avec la région.

Loi du 2 mars 1982, *Journal officiel*, 3 mars 1982.

Texte intéressant

« A la demande du président de la République des études ont été conduites depuis plusieurs mois sur la nature et la localisation d'équipements culturels qui seront réalisés au cours des prochaines années [...]. Le président a lui-même présidé 3 réunions de travail à ce sujet. Il a reçu le jeudi 11 février le maire de Paris, avant d'arrêter les décisions suivantes :

Le musée des Sciences, des Techniques et des Industries sera compléter par la réalisation d'un parc urbain.

Un opéra sera construit place de la Bastille [...]

L'Institut du monde arabe sera construit sur un terrain appartenant à l'Etat [...]

Pour donner à cette politique de commande publique la dimension et l'équilibre qui lui conviennent, le président de la République a demandé au ministre de la Culture de lui soumettre [...] une liste de proposition tendant à réaliser dans les régions de France [...] des projets de portée nationale ou internationale. D'ores et déjà, le président de la République a retenu les projets suivants : Ecole Nationale supérieure de Danse à Montpellier, musée national de la Bande dessinée à Angoulême, Ecole nationale de la photographie à Arles ».

Extraits du communiqué

(présidence de la République) 8 mars 1982

c) L'Etat devient un problème entre 1983 et 1993 le tournant de la rigueur : la fin de l'Etat interventionniste

- **Dégradation continue de la situation économique** dès 1982 avec aggravation du chômage de masse
- Premières mesures « **de rigueur** » dès 1983
- 1984: **réduction des dépenses publiques** (Delors)
- **Abandon du keynésianisme** : l'Etat serait devenu trop pauvre, son administration est directement touchée par la compression des coûts.

Documents textes à lire page 303 et 311

La 1ère cohabitation 1986 1988 Jacques Chirac 1^{er} ministre

- Secteur privé favorisé.
- Privatisations.
- Libéralisme économique.
- Il faut réformer l'Etat qui coûte trop cher.



Le président de la République et la cohabitation

La victoire de la droite aux élections législatives de 1986 marque le début de la première cohabitation. Dans ce contexte nouveau, François Mitterrand précise le rôle du président.

La Constitution, qui est notre loi suprême, oblige le président de la République à certaines fonctions, à un certain rôle.

Je vais être bref : d'abord le président de la République doit assurer la continuité de l'État et le fonctionnement régulier des pouvoirs publics, c'est dans l'article 5 de notre Constitution. On n'assure pas la continuité de l'État si, lorsqu'il y a un événement électoral, on s'en va. Cela n'est pas acceptable. Donc, assurer la continuité de l'État, c'est ce que j'ai fait le 17 mars, lorsque j'ai annoncé aux Français que j'appellerais un représentant éminent de la nouvelle majorité, ce que j'ai fait le 18 mars. Deuxièmement, la Constitution, dans cet article 5, demande au président de la République d'être le garant de l'indépendance nationale et de l'intégrité du territoire, puisqu'il est le chef des armées. (...)

[Enfin] c'est dans le préambule de la Constitution, le président doit veiller à l'application des grands principes sur lesquels se fonde la République indivisible, laïque, démocratique, sociale, qui autorise toute croyance et qui doit respecter quiconque, quelles que soient son origine ou sa race. (...) Je n'interviens que lorsque se trouve en cause, selon moi, l'une des trois responsabilités que je viens à l'instant d'énumérer.

François Mitterrand, entretien télévisé, 29 mars 1987.

Le tournant de 1986

Jacques Chirac, qui vient d'être nommé Premier ministre, fait sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale.

Depuis des décennies – certains diront même des siècles –, la tentation française par excellence a été celle du dirigisme d'État. (...) Peu à peu s'est ainsi construite une société administrée, et même collectivisée, où le pouvoir s'est concentré dans les mains d'experts formés à la gestion des grandes organisations.

Ce système de gouvernement, qui est en même temps un modèle social, n'est pas dénué de qualités : il flatte notre goût national pour l'égalité ; il assure pérennité et stabilité au corps social ; il se concilie parfaitement avec le besoin de sécurité qui s'incarne dans l'État-providence¹.

Mais il présente deux défauts rédhibitoires : il se détruit lui-même par obésité² ; et surtout, il menace d'amoindrir les libertés individuelles. Les Français ont compris les dangers du dirigisme étatique et n'en veulent plus. (...)

Il est grand temps de tourner le dos aux idéologies fermées, aux systèmes construits pour substituer à l'autonomie défaillante de l'individu tel ou tel mode de prise en charge par la collectivité.

Le Monde, 10 avril 1986.

1. État jouant un rôle dans la protection sociale et la redistribution des richesses. 2. Allusion au coût de ce système.

VEOLIA

EAU



Martin Bouygues



TF1

Saint- Gobain 1986.

Paribas 1987

TF1 1987.

**La CGE devient Alcatel-Alsthom
1987**

Suez 1987



Approfondissement

La première **cohabitation (1986-88)** permet la mise en œuvre du programme libéral du gouvernement Chirac.

- Vague de privatisations, démantèlement du secteur public pour redynamiser le secteur privé.

- Volonté de réformer l'Etat qui **serait** nécessaire pour faire face à la mondialisation (dérégulation commencée en GB et EU) et aux exigences de la construction européenne.

- Recherche de l'efficacité au moindre coût (compétitivité étendue à l'administration) sur le modèle américain du « New Public Management » inspiré du secteur privé.

1988 deuxième mandat présidentiel F Mitterrand réélu

L'Etat socialiste ne fait qu'accompagner la crise, il est converti au réalisme économique de l'environnement libéral.

Le PS est devenu **social-démocrate**, il accepte l'économie de marché et privilégie l'adaptation au lieu de la transformation !!

1988- 1995 deuxième mandat présidentiel F Mitterrand réélu

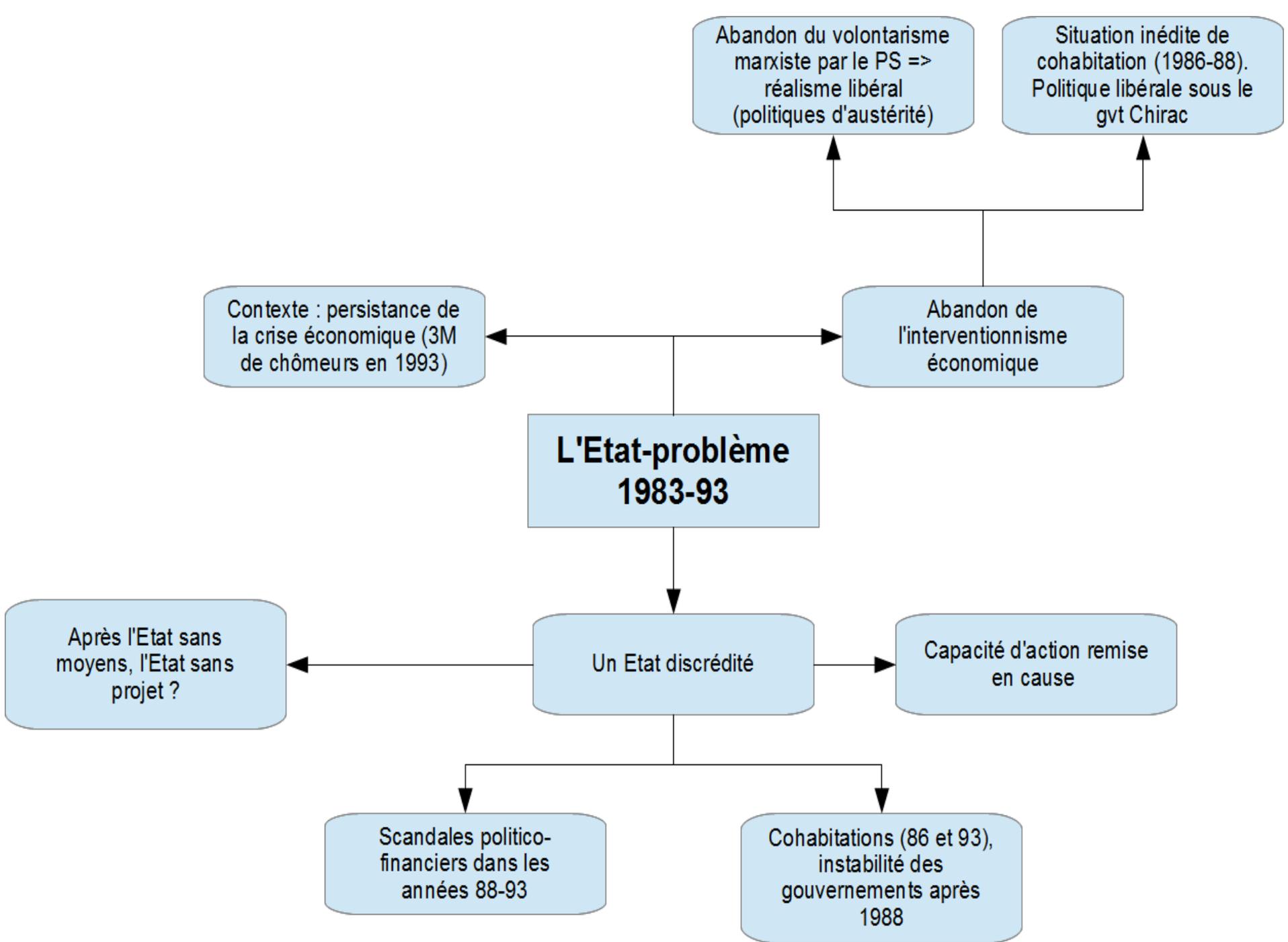
- L'Etat socialiste est converti au libéralisme
- Le PS se dit social démocrate.

Synthèse

A partir de 1973, le marasme économique met à mal le consensus national sur l'Etat-providence. Les solutions libérales et keynésiennes échouent et entraînent un recul de l'action de l'Etat dans la sphère économique.

Les gouvernements de droite et de gauche se succèdent sans parvenir à rétablir la confiance dans la capacité de l'Etat à satisfaire les besoins et les demandes des citoyens.

La nécessité de réformer l'Etat apparaît nécessaire mais la nature des réformes fait débat .



d) L'Etat en question depuis 1993 (deuxième cohabitation) Le démantèlement progressif de l'Etat-providence

-Document support possible : la dénonciation de « l'état écrasant » par un économiste libéral en 2002 (Nathan Le Quintrec doc 4 p.305)

- Programme néo-libéral mis en œuvre à partir de la **seconde cohabitation (Edouard Balladur 1993)** et le début du septennat Chirac (1995) dans le contexte de l'adhésion **au traité de Maastricht et de la disparition du contre-modèle communiste**

Étude pages 320 321

Rappel du traité de Maastricht

Cohabiter

**Les deux représentants du pouvoir exécutif,
le président Mitterrand et son Premier Ministre Balladur, lors de la deuxième
cohabitation en 1993.**



Les engagements pris à Maastricht en 1992

Art. 103

1. Les États membres considèrent leurs politiques économiques comme une question d'intérêt commun et les coordonnent au sein du Conseil¹. (...)

2. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée² sur recommandation de la Commission³, élabore un projet pour les grandes orientations des politiques économiques des États membres et de la Communauté. (...)

3. (...) Le Conseil, sur la base de rapports présentés par la Commission, surveille l'évolution économique dans chacun des États membres et dans la Communauté, ainsi que la conformité des politiques économiques avec les grandes orientations (...).

Art. 104 C

2. La Commission surveille l'évolution de la situation budgétaire et du montant de la dette publique dans les États membres en vue de déceler les erreurs manifestes⁴. (...)

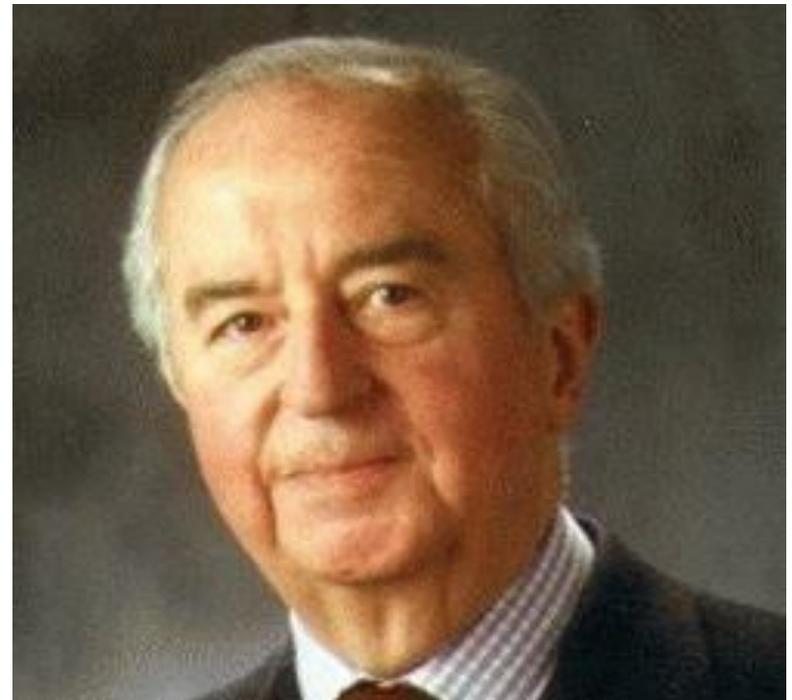
11. [Si un État ne donne pas suite aux recommandations] le Conseil peut :

- inviter la Banque européenne d'investissement à revoir sa politique de prêts à l'égard de l'État membre concerné ;
- (...) imposer des amendes d'un montant approprié.

Traité de Maastricht, 7 février 1992.

1. Réunion des ministres de l'Économie des pays de l'Union. 2. La majorité est atteinte quand elle représente 55 % des États membres et 65 % de la population de l'UE. 3. Organisme chargé de préparer et d'exécuter les décisions du Conseil. Elle propose des recommandations. 4. Selon le traité, le déficit budgétaire ne doit pas dépasser 3 % du PIB et la dette publique 60 % du PIB.

- Certaines élites économiques, politiques et administratives font le constat (contesté) d'une crise de l'Etat français.
- Ces élites préconisent une « cure d'amaigrissement » qui se traduit sous E Balladur **par la réduction drastique du secteur public avec des privatisations massives.**



Quelques exemples.....

Rhône-Poulenc 1993

Elf-Aquitaine 1994

Total 1992



L'Europe les Régions... doivent prendre en charge la protection sociale, l'Etat se désengage de plus en plus.

Ainsi, selon la théorie libérale, l'Etat devrait donc se concentrer sur ses missions régaliennes (diplomatie, défense, police, justice)

Approfondissement Les partisans du libéralisme expliquent que les nouvelles instances (Europe, régions) disposent également d'une légitimité démocratique et que l'Etat a un problème d'intervention à son échelle en particulier dans sa mission de pourvoyeur de bienfaits (emploi, protection sociale, santé, éducation.....)

Ainsi, selon la théorie libérale, l'Etat devrait donc laisser à d'autres instances ces charges (qui relèvent du secteur privé) et se concentrer sur ses missions régaliennes (diplomatie, défense, police, justice)

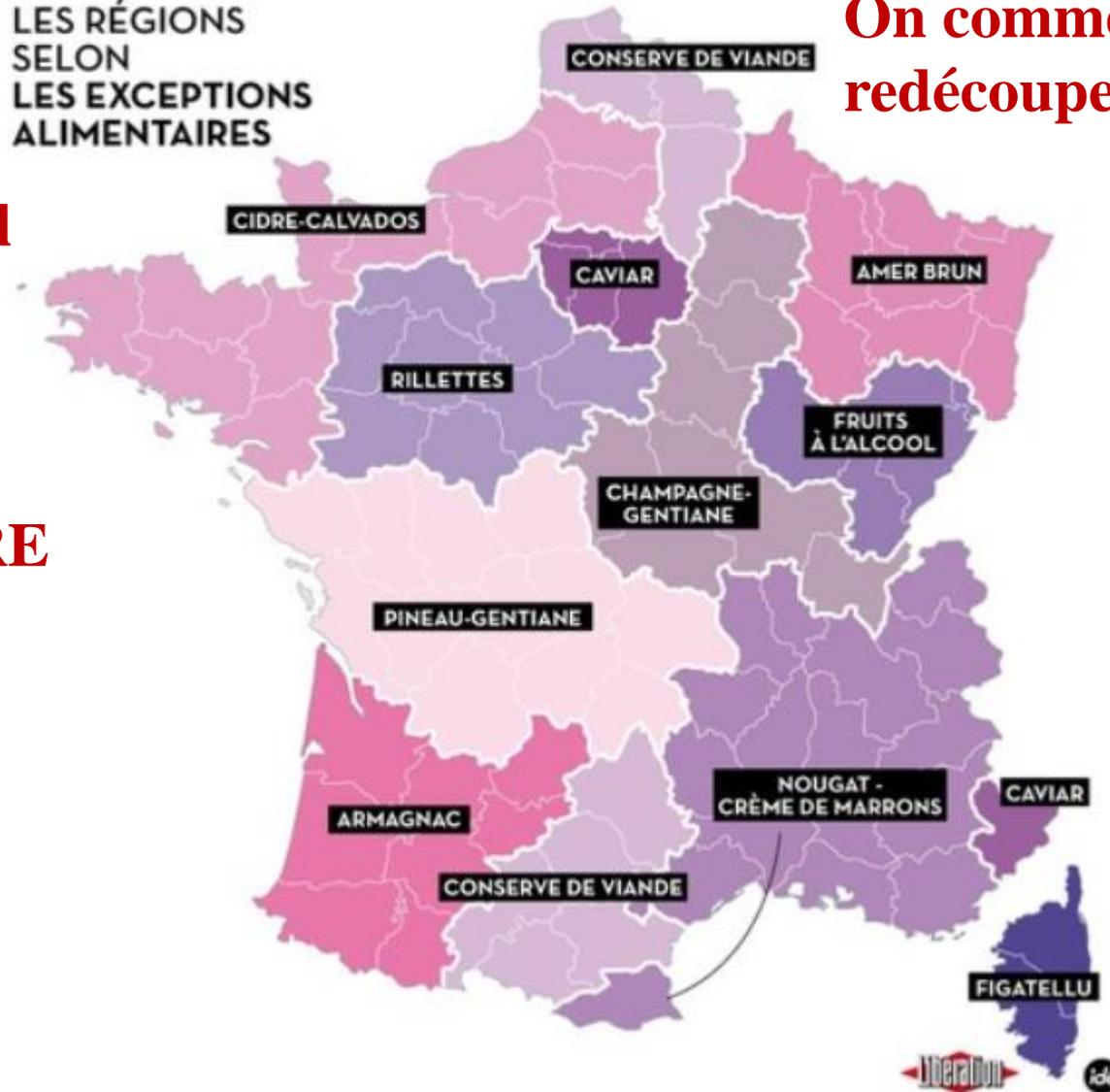
Le redécoupage régional : exercices de cartographie, réflexions de géographes - Géoconfluences

LES RÉGIONS
SELON
LES EXCEPTIONS
ALIMENTAIRES

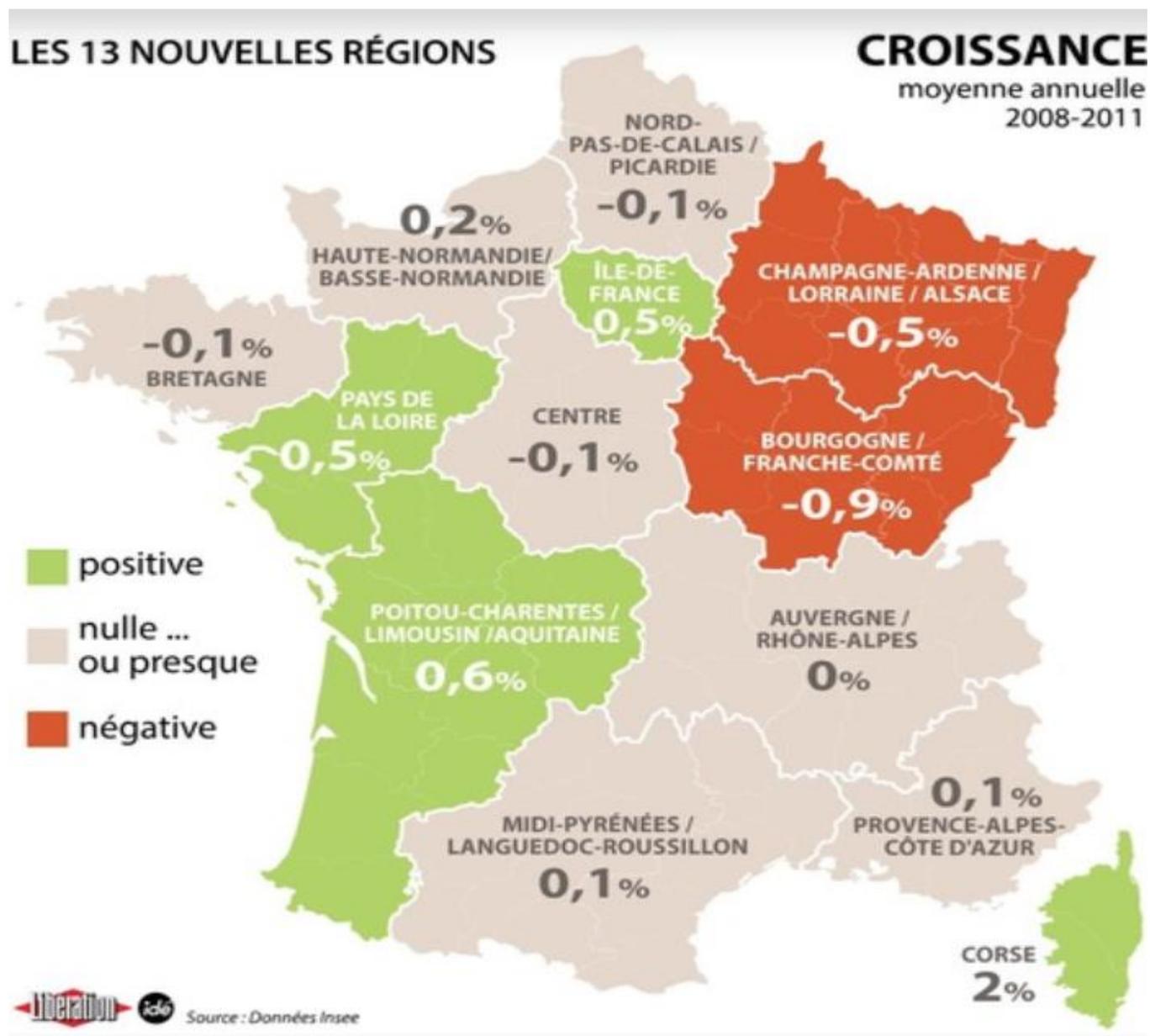
On commence à vouloir
redécouper les régions

Débat actuel

Pour RIRE



L'état réduit le nombre de régions



Lionel Jospin 1997- 2002 cohabitation



Le gouvernement de Jospin ne souhaite pas revenir à l'Etat-providence, les privatisations continuent et la ratification du traité d'Amsterdam (1999) pérennise l'ouverture du marché intérieur à la concurrence internationale



Privatisation en 1997

2) L'importance de l'européanisation et de la mondialisation

La réglementation européenne réduit-elle la souveraineté nationale?

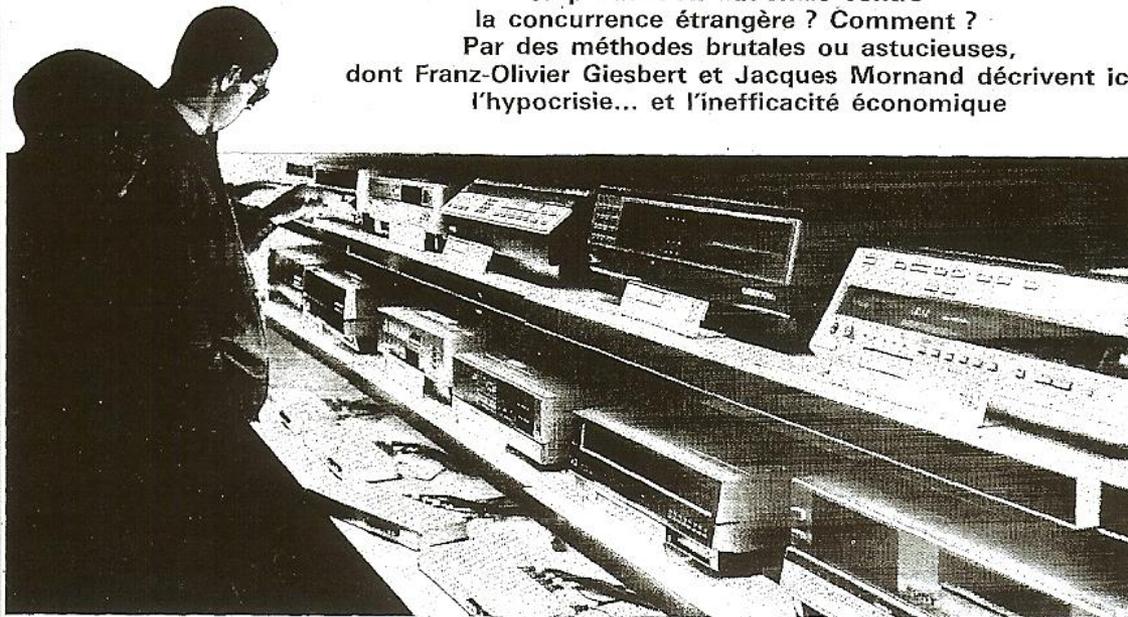


16 août 2011 La France et l'Allemagne vont proposer à leurs partenaires européens la création d'un «véritable gouvernement de la zone euro». Ils souhaitent que le poste revienne à l'actuel président de l'Union européenne Herman Van Rompuy.

Un débat ancien **ARTICLE DU NOUVEL OBSERVATEUR
SUR LE BLOCAGE DES MAGNÉTOSCOPES
JAPONAIS À POITIERS
PARU LE 12 NOVEMBRE 1982**

FAUT-IL FERMER NOS FRONTIÈRES ?

En déclenchant à Poitiers la guerre du magnétoscope, le gouvernement français a provoqué la colère des Japonais. Mais quelle grande puissance ne cherche pas à protéger sa production nationale contre la concurrence étrangère ? Comment ? Par des méthodes brutales ou astucieuses, dont Franz-Olivier Giesbert et Jacques Mornand décrivent ici l'hypocrisie... et l'inefficacité économique



La doc photo

Affiche ambiguë : **1994 la préférence européenne**
(française?), campagne lancée par les chambres du
commerce et d'industries.



La doc photo

Arnaud Montebourg n'a rien inventé



Novembre 2012

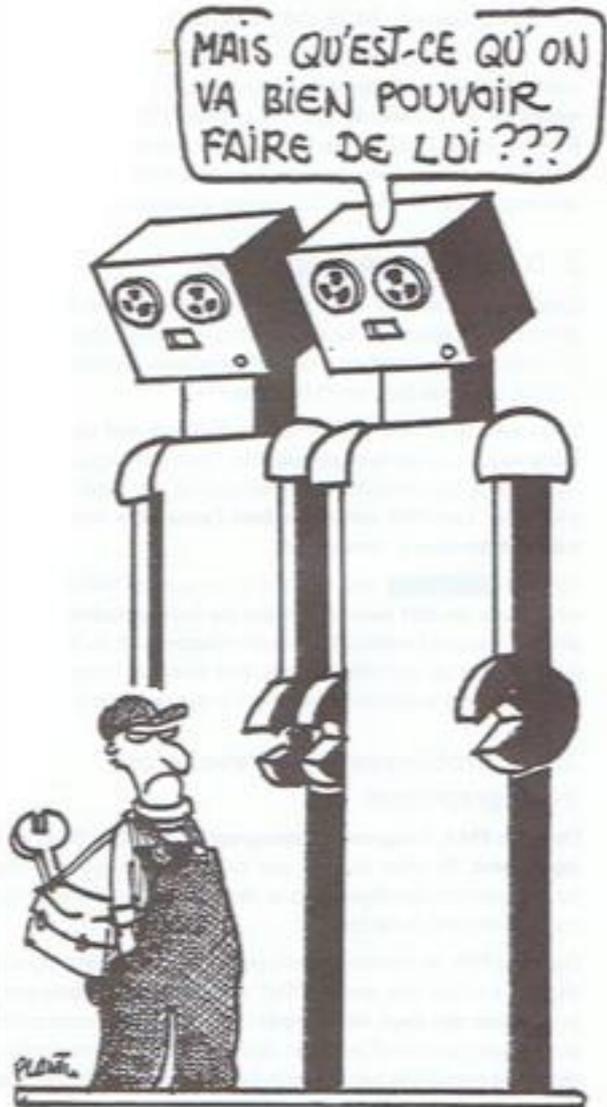
Mais que fait l'Etat?

Manifestation à Paris en 2009 contre la baisse des prix garantis par la PAC



La mondialisation accélère les délocalisations

Plantu 1982



Les délocalisations

Délocalisation d'Alcatel en Asie, 2009



wikimedia

Conclusion Des désengagements et des privatisations qui ne passent pas inaperçues, l'exemple d'EDF

vidéo



Le 19 mai 2004, le Conseil des ministres approuve le principe du changement de statut des entreprises EDF (Électricité de France) et GDF (Gaz de France), **ainsi que celui de l'ouverture de leur capital à des investisseurs privés. EDF et GDF abandonnent ainsi le statut d'Établissement Public à caractère Industriel et Commercial, instauré par la loi du 8 avril 1946, au profit de celui de sociétés anonymes à conseil d'administration.**

Changements structurels dans le Groupe EDF

Nationalisation du secteur de l'électricité et du gaz
Création d'EDF en tant qu'EPIC* suite à la loi du 8 avril 1946

Ouverture du marché français d'abord pour les entreprises (1999 à 2004), puis aux particuliers en 2007

Le 20 novembre 2004, EDF devient une S.A.

Introduction en bourse en 2005 et création de RTE* pour garantir la non discrimination de l'accès au marché

1946

1963

1990

1999

2004

2005

2009

2010

2011

Développement en France

Lancement du programme nucléaire à l'échelle commerciale

Développement de la base industrielle française, incluant les centrales hydrauliques et nucléaires

Développement international

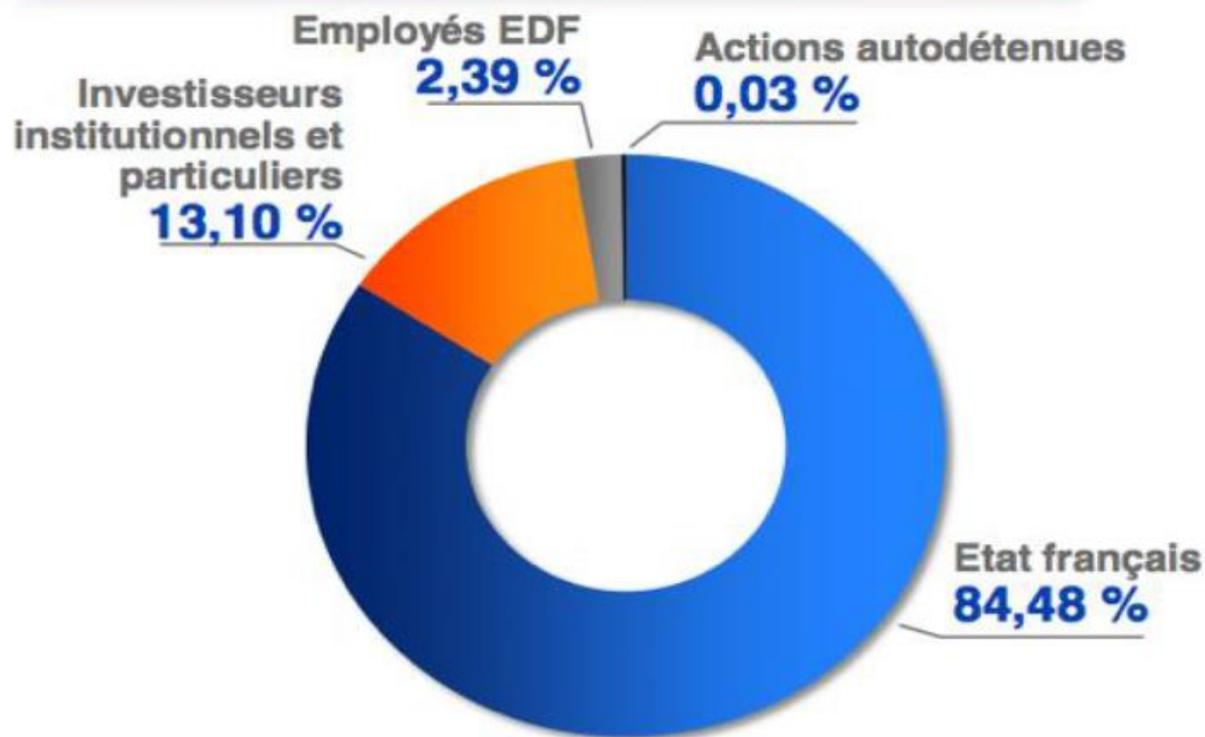
Début du développement international, d'abord en Amérique du Sud, puis en Europe avec le Royaume-Uni (dès 1998), Allemagne (2001) et l'Italie (2005) ; accent mis sur l'Asie

Acquisition de British Energy

Cession d'EnBW et des réseaux au R-U

Rachat d'EDF Energies nouvelles

Actionnariat au 31 décembre 2010



Légalement, l'Etat français ne peut détenir moins de 70% du capital d'EDF

Années 1990 2000 la décentralisation s'accélère
et remet en question la centralisation étatique.

A partir de 2005, la loi relative aux libertés et responsabilités locales entre progressivement en vigueur.

Cette loi constitue le dernier volet de ce qu'on a appelé l'Acte II de la décentralisation.

Au total ce sont la région et, surtout, le département qui se voient confier l'essentiel des nouvelles responsabilités.

FRAC Alsace à Sélestat 1995 Les Fonds régionaux d'art contemporain



Crise de l'Etat-providence, incapable de remplir ses missions

Concurrence de nouvelles instances (régions, UE)

Influence des idées néolibérales (l'Etat doit se concentrer sur les fonctions régaliennes)

Influence du secteur privé via les *think tanks*, le pantouflage...

De l'Etat-providence à l'Etat-stratège (1993-2013)

Réformes libérales :

- Privatisations massives
- Ouverture du marché intérieur
- Réforme des retraites...

Remise en cause de l'Etat bureaucratique :

- RGPP (2007-2012) : diminution du nombre des fonctionnaires
- Réforme de l'Etat devient, à partir 2007, monopole du Ministère des Finances

=> Volonté de créer un Etat plus souple, réactif, moins coûteux...

L'Etat donne les grandes orientations, mais délègue la mise en œuvre (ex : décentralisation)

Réformes libérales impopulaires :
cohabitation (97-2002),
alternance (2012),
montée des populismes (présidentielle de 2002)

Mais...Des résistances et le poids de l'Etat est encore
considérable dans certains domaines.

Les résistances



L'Union Européenne libérale de plus en plus contestée



En 2005, des affiches placardées à l'occasion du référendum sur le traité constitutionnel européen.

Soutenu par l'essentiel des grands partis et de la presse, le « Oui » n'obtient que 45,3 % des 69 % de votants.

Les référendums sous la V^e République.

Date	Sujet	Taux d'approbation	Taux d'abstention
8 janvier 1961	Autodétermination en Algérie	75 %	26,2 %
8 avril 1962	Accords d'Évian	90,8%	24,7%
28 octobre 1962	Élection du président de la République au suffrage universel direct	62,2 %	23,3 %
27 avril 1969	Régionalisation et réforme du Sénat	47,6%	19,7%
23 avril 1972	Élargissement de la CEE au Royaume-Uni, à l'Irlande et au Danemark	68,7 %	39,7 %
6 novembre 1988	Nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie	80 %	63,1 %
20 septembre 1992	Adoption du traité de Maastricht qui transforme la CEE en Union européenne	51,04 %	30,3 %
24 septembre 2000	Réduction du mandat présidentiel de 7 à 5 ans	73,2 %	69,8 %
29 mai 2005	Traité constitutionnel européen	45,3 %	30,6 %

L'Etat entre résilience et démission

La mise en scène de l'impuissance de l'Etat

Document support possible : la critique du désengagement de l'état sous couvert de décentralisation par un conseiller régional communiste en 2005 (Nathan Le Quintrec doc 5 p.309)

L'Affaire Arcelor Mittal en novembre 2012, un exemple récent très intéressant.

vidéo

Novembre 2012 Arcelor Mittal site de Florange

Excédé par les soubresauts du sidérurgiste, le ministre envisage de nationaliser le site de Florange. "Nous ne voulons plus de Mittal en France parce qu'ils n'ont pas respecté la France". Les mots sont lâchés et le ton est sans ambiguïté : le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg est plus que remonté envers le groupe sidérurgique Arcelor Mittal.

[Europe 1 le 26 novembre 2012 .](#)



Un poids de l'Etat encore très important dans de nombreux et nouveaux domaines

- Crise des subprimes 2007, les banques s'écroulent, que fait-on?
- L'Etat soutient les banques !!!

Vidéo intervention de Nicolas Sarkozy sur France 2



En février 2009 le chef de l'État explique le soutien aux banques d'un montant de 320 milliards d'Euros !!!!!!!!!!!!!!!

Approfondissement

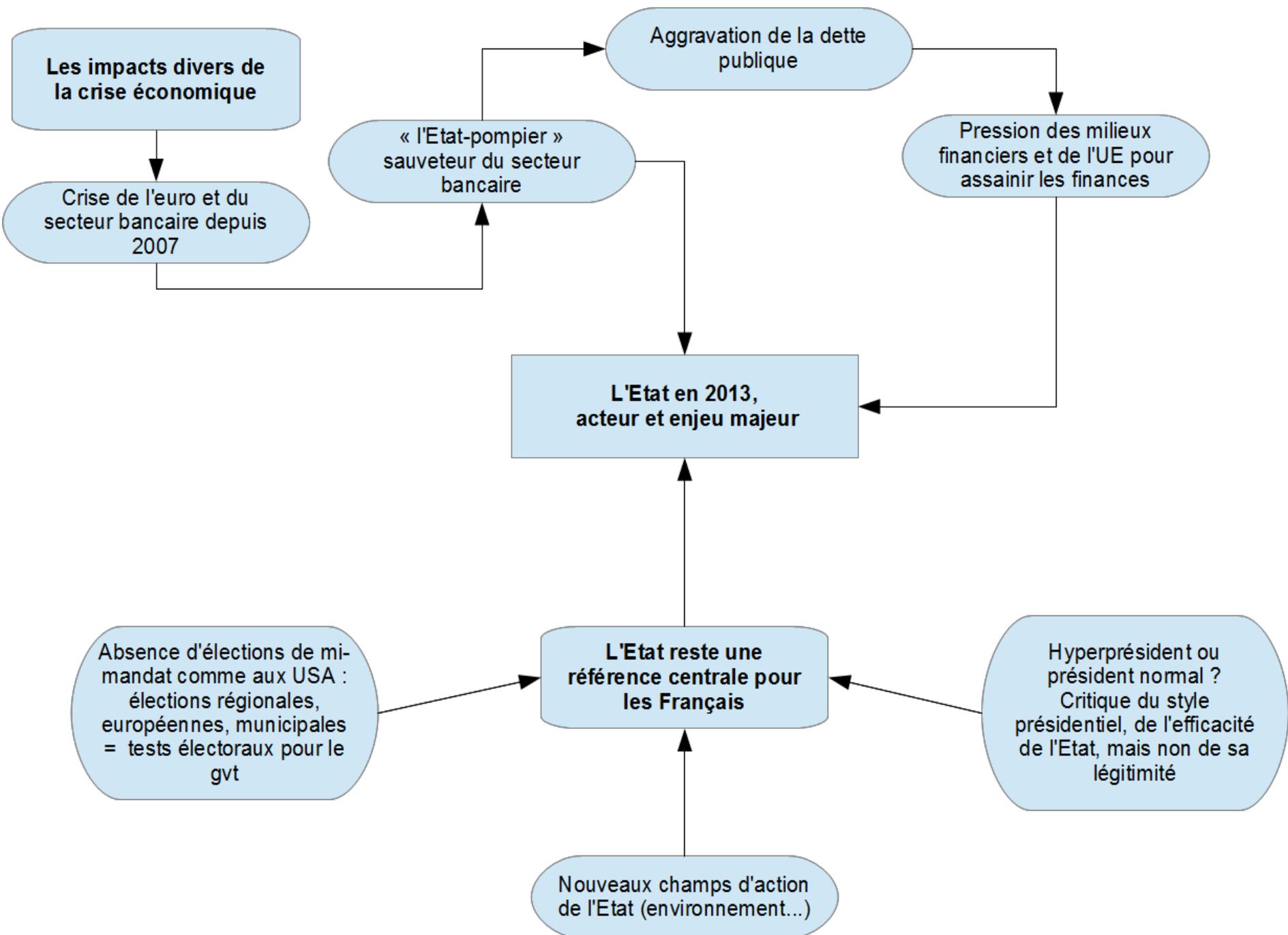
- La crise des subprimes de 2007 et le chancellement de l'édifice bancaire international entraînent un retour des Etats sur la scène économique
- On assiste alors à un paradoxe entre les conceptions libérales de Nicolas Sarkozy et l'activisme interventionniste déployé : l'Etat français vient en aide au secteur privé et aux banques (preuve de sa capacité d'action)

Le poids de l'Etat reste important par les prélèvements obligatoires, par l'activité réglementaire, par la multiplicité de champs d'intervention nouveaux comme l'environnement...ou plus anciens comme les politiques de défense.
L'Etat doit avoir un rôle protecteur.

L'Etat demeure le référent majeur pour les Français, bien avant l'Europe ou les régions.

Depuis deux siècles c'est toujours son efficacité qui fait polémique (et peu sa légitimité).

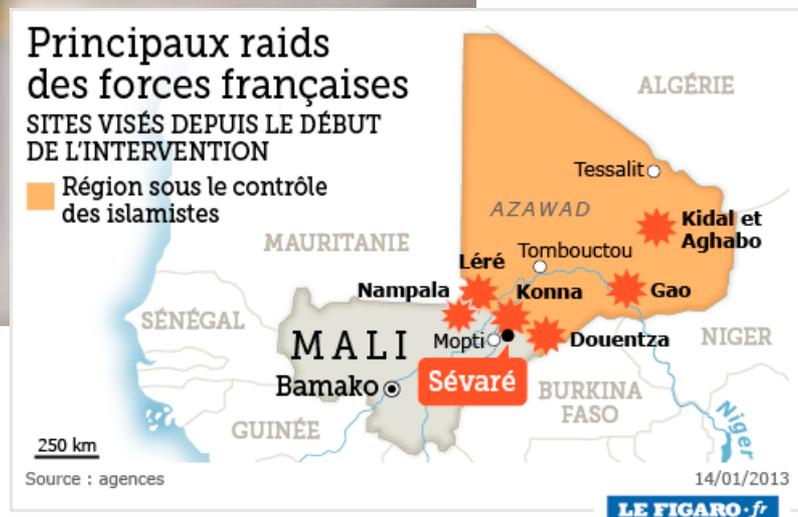
Ce besoin d'Etat est rappelé et mis en avant par les médias.



François Hollande : l'opération au Mali "n'a pas d'autre but que la lutte contre le terrorisme"



AFP 12 janvier 2013



Synthèse

L'Etat Providence prend fin sous le 2ème mandat Mitterrand, il est jugé trop coûteux et inefficace. Les réformes libérales remettent en cause le poids de l'Etat, elles réduisent les marges de manœuvre des gouvernements et la puissance de l'appareil administratif. La compétitivité internationale et de la construction européenne deviennent des arguments forts dans le « moins d'Etat ».

Les élites administratives sont de plus en plus influencées par le secteur privé et s'efforcent de mettre en place un Etat-stratège sur le modèle du management d'entreprise.

Pourtant, la Nation et les citoyens résistent et ne partagent pas forcément cette approche libérale, la nostalgie d'un Etat protecteur en période de crise est réelle.

Très bon film : L'exercice de l'État de P. Schoeller, 2011.



« Mes préoccupations principales furent la faillite de l'État, sa dilution dans un monde toujours plus complexe et rapide, le désamour du peuple, une démocratie chaque jour un peu plus en crise.

Le cœur du film, c'est *le costume*, *la charge ministérielle vécue au plus près de la chair [...]*

Entre le ministre et son cabinet, il y a un dialogue incessant. Car ici la parole est un flux qui ne s'arrête jamais.

Le Verbe, c'est le sang de l'État.

Réunions, annonces, démentis, nominations, engueulades, serments, analyses... Toute prise de parole génère de la prise de pouvoir. »...



1939 1945 1958 1969 1981 1995

GOUVERNER L'ÉCONOMIE ET LE TERRITOIRE

- 1945 ● Création de l'ENA
- 1946 ● Commissariat au Plan Plan Marshall
- 1957 ● Traités de Rome (CEE)
- 1961 ● Nouveau franc
- 1963 ● Création de la DATAR
- 1973 ● 1^{er} choc pétrolier
- 1979 ● 2^e choc pétrolier
- 1982 ● Régionalisation et décentralisation
- 2002 ● L'euro remplace le franc

GOUVERNER LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

- 1945 ● Sécurité sociale
- 1946 ● Statut de la fonction publique
- 1949 ● Fin du rationnement
- 1962 ● Élection du président au suffrage universel
- 1967 ● Émeutes en Guadeloupe
- 1968 ● Grèves étudiantes et ouvrières
- 1974 ● Majorité à 18 ans
- 1974 ● dépenalisation de l'avortement
- 1981 ● Abolition de la peine de mort
- 1982 ● Retraite à 60 ans
- 1986 ● Cohabitations
- 1988 ● RMI
- 1992 ● Référendum sur le traité de Maastricht
- 1993 ● Cohabitations
- 1997 ● Cohabitations
- 2009 ● RSA

GOUVERNER LES RELATIONS INTERNATIONALES

- 1946 ● Union française
- 1947 ● Guerre d'Indochine
- 1954 ● Guerre d'Algérie
- 1957 ● Traités de Rome (CEE)
- 1960 ● Décolonisation de l'Afrique
- 1962 ● Création de la PAC
- 1962 ● Retrait de la France du commandement de l'OTAN
- 1966 ● Retrait de la France du commandement de l'OTAN
- 1991 ● 1^{re} Guerre du Golfe
- 2003 ● Intervention en Afghanistan
- 2012 ● Intervention en Afghanistan

Seconde Guerre mondiale

Présidence de Charles de Gaulle

Présidence de François Mitterrand

Schéma de synthèse

État, gouvernement et administration en France

